

## Schweizerische Statistische Gesellschaft

## Protokoll der 48. Jahresversammlung

vom 18./19. Mai 1928 im Auditorium maximum der Universität in Zürich

## 1. Öffentliche Versammlung, Freitag, den 18. Mai, nachmittags 4 Uhr

*a) Delegierte des Bundes:*

1. Politisches Departement: W. Lehmann, eidgenössisches Auswanderungsamt.
2. Finanz- und Zolldepartement: Dr. M. Ney, Direktor des eidgenössischen statistischen Bureaus; Karl Acklin, Chef der Sektion Handelsstatistik der eidgenössischen Oberzolldirektion; Dr. A. Schwarz, Adjunkt des eidgenössischen statistischen Bureaus.
3. Volkswirtschaftsdepartement: Dr. J. Hotz, Vizedirektor der Handelsabteilung; Dr. Gordon, Chef des sozialstatistischen Dienstes des eidgenössischen Arbeitsamtes.
4. Schweizerische Bundesbahnen: Dr. Cottier, Generalsekretär; Dr. Lingg, Chef des statistischen Dienstes.
5. Schweizerische Nationalbank: H. Schneebeili, Vorsteher des statistischen Bureaus.
6. Schweizerische Unfallversicherungsgesellschaft in Luzern: Subdirektor Prof. Dr. Bohren.

*b) Delegierte der Kantone:*

1. Zürich: Regierungsrat Ständerat Dr. Wettstein; F. Locher, Kantonsstatistiker.
2. Bern: Dr. Mühlemann, Kantonsstatistiker; E. Elmer, Steuerstatistiker.
3. Fribourg: R. Bossi, Secrétaire du Bureau cantonal de statistique.
4. Soiothurn: G. Kaufmann, Statistiker des Finanzdepartements.
5. Basel-Stadt: Dr. Jenny, Vorsteher, Dr. Zahner, Adjunkt des statistischen Amtes.
6. Appenzell A.-Rh.: Dr. E. Schiess, Ratschreiber.
7. St. Gallen: Regierungsrat Dr. Baumgartner; Dr. Vetsch, Sekretär.
8. Tessin: Presidente del Consiglio di Stato: Marignoni.
9. Genève: G. Beurret, Directeur des Bureaux de statistique et de recensement.

*c. Delegierte der Städte:*

1. Zürich: K. Brüsweiler, Vorsteher, Dr. A. Senti, Adjunkt, und Dr. E. Völlm, Assistent des Statistischen Amtes.
2. Bern: Dr. Freudiger, Vorsteher, und Dr. Grütter, Statistiker des Statistischen Amtes.
3. Luzern: Stadtrat Dr. Wey.

*d) Organisationen und Vereine:*

1. Vorort des Schweizerischen Handels- und Industrievereins: Dr. E. Wetter, Vizepräsident.
2. Zürcher Handelskammer: Präs. John Syz, Oberst Dr. Richard.
3. Zürcher volkswirtschaftliche Gesellschaft: Dir. Dr. Korrodi, Präsident.
4. Basler Handelskammer: Dr. H. Henrici, 1. Sekretär.
5. Basler statistisch-volkswirtschaftliche Gesellschaft: Prof. F. Mangold.
6. Schweizerischer Gewerbeverband: Nationalrat Dr. Odinga.
7. Schweizerischer Gewerkschaftsbund: Dr. M. Weber.

Sodann waren unter andern angemeldet: Redakteur Dr. Dietschi, Basel; Ob. H. Kern, alt Stadtrat, Zürich; die Professoren Bleuler, Böhler, Juzi, Grossmann, Saitzew, Zürich, Milliet, Bern, Pribram, Genf, J. H. Schmidt, St. Gallen; Dr. Lorenz; Dr. F. Bernet; Dr. A. Linder; Redakteur Dr. Baumgartner; E. Wegmann; Dr. Giovanoli; J. W. Nixon, Genf; E. Richner; de Mestral; H. Brodbeck; Dr. Keller-Huguenin; Direktor Dr. H. Kurz; Dr. W. Wegelin; E. Bosshard; Dr. E. Dietschi; Dr. J. Wyler; Dr. B. Helfenstein, Dr. W. Kradolfer; Dr. E. Wyler; Gertrud Mangold; R. Vetter; Dr. Mori; Dir. Dr. Korrodi; Dr. Carrard.

Eine Reihe von Behörden hatte sich entschuldigt; unter anderen war es dem Stadtrat von Zürich unmöglich, sich vertreten zu lassen. Insgesamt haben dem Nachmittagsvortrag zirka 250, dem Abendvortrag zirka 300 und der Diskussion am Samstagvormittag zirka 200 Personen beigewohnt.

Präsident *Rappard* eröffnete die Versammlung mit folgender Ansprache:

Monsieur le Conseiller d'Etat, Mesdames, Messieurs!

Nous voici de nouveau réunis en Assemblée générale de la Société suisse de Statistique, pour la quarante-huitième fois en 64 ans, et nous voici de nouveau réunis pour la cinquième fois dans l'hospitalière cité de Zurich.

Notre Société est d'humeur vagabonde puisqu'au cours de son existence aventureuse, elle s'est réunie en vingt-cinq lieux différents. A vrai dire, elle a cependant toujours marqué une préférence pour les trois principales villes de la Suisse allemande puisque, de 1864 jusqu'à aujourd'hui, Bâle, Berne et Zurich l'auront chacune accueillie cinq fois.

De ces quarante-sept sessions passées, six seulement, soit, pour parler en statisticien, 12,8 % ont eu lieu en Suisse romande et même, pour arriver à ce chiffre, devons-nous compter Fribourg et Sion, capitales de cantons mixtes, au nombre des villes romandes, ce que nous faisons du reste sans hésitation et avec un vif plaisir. Si je cite ce fait, ce n'est certes pas dans un esprit de récrimination, mais au con-

traire en toute humilité. Ce n'est pas, en effet, que le privilège d'accueillir notre Société ait été, que je sache, souvent refusé à la Suisse romande, mais c'est parce qu'il n'a pas été sollicité avec l'insistance qu'aurait pu nous donner la conviction de lui offrir le milieu le plus favorable à ses travaux. Je me borne à exprimer l'espoir que Genève, qui n'a bénéficié qu'une fois de ce privilège il y a trente ans, ait bientôt de nouveau l'honneur d'ouvrir ses portes à notre Société. Si Genève, en effet, accueille avec empressement tant d'hommes d'Etat et d'hommes de pensée accourus de tous les coins du monde, elle réserve toujours, vous le savez, une bienvenue particulièrement cordiale à ses confédérés.

Il y a sept ans, lorsque notre Assemblée fut déjà réunie dans cette ville hospitalière, M. le Conseiller d'Etat Wettstein nous y accueillit en nous rappelant que cinq ans seulement s'étaient écoulés depuis notre dernière visite: «*Offenbar*», dit-il, «*hat es der Gesellschaft in Zürich vor fünf Jahren gut gefallen, sonst wäre sie nicht so bald wieder hierhergekommen.*» N'était votre tradition d'hospitalité si bien établie et si souvent éprouvée, que nous pourrions vraiment craindre d'en abuser, mais, voyez-vous, Monsieur le Conseiller d'Etat, ce n'est pas impunément que Zurich est un des foyers les plus lumineux de la vie intellectuelle de la Suisse, comme elle en est le centre économique le plus important. La cité qui s'appelle avec fierté l'Athènes de la Limmat et qui en est aussi Le Pirée est, en effet, le lieu de réunion idéal pour les savants suisses qui font de la vie économique l'objet préféré de leurs études scientifiques.

Il n'y a, à vrai dire, qu'un embarras pour les statisticiens suisses lorsqu'ils se réunissent à Zurich; c'est qu'il est impossible de ne pas y évoquer le souvenir d'un de leurs grands ancêtres intellectuels, Johann Heinrich Waser. Or, c'est là un sujet qui reste délicat malgré toutes les recherches historiques qu'il a suscitées. Si on vante, en effet, sans réserves les mérites du savant remarquable que fut Waser — comme nous serions tout naturellement portés à le faire — on risque de désobliger les autorités zuricoises qui réservèrent à ses mérites une si singulière récompense. Et si, d'autre part, on saisit cette occasion pour louer la fermeté et l'intransigeance patriotique du gouvernement zuricois d'alors, on s'associe à la condamnation de celui qui fut, dans l'ordre du temps comme dans celui du mérite, un des premiers statisticiens suisses.

A vrai dire, avant de venir présider cette séance et dans le dessein de faire de Waser un éloge qui ne fût point trop indigne de son œuvre de savant, je priai mon excellent collègue le professeur Nabholz de bien vouloir me faire tenir une documentation complète à ce sujet. Je lus avec empressement et avec un intérêt croissant les nombreux écrits qu'a suscité, depuis 1780, le sort de notre éminent et malheureux devancier, écrits dont je dus la communication à la grande bienveillance de M. Nabholz. Mais, au fur et à mesure que je pénétrai dans le détail troublant de sa ténébreuse destinée, je devins de plus en plus perplexe.

En ouvrant en ce lieu même la seizième session de l'Assemblée générale de la Société suisse de Statistique en 1894, le Conseiller d'Etat Locher déclara à propos de Waser: «*Die Ehrenrettung dieses Mannes ist eine Pflicht der Nachwelt. . . Er starb in philosophischer Gelassenheit, mit Hinterlassung einer zahlreichen Familie, als Märtyrer der Wissenschaft und des freien Wortes.*» Je ne sais pas si Zurich

était, vers la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, déjà parvenue à un degré de civilisation tel qu'une veuve et deux enfants aient constitué une famille nombreuse, mais ce que je sais bien, c'est qu'il est singulièrement malaisé de réhabiliter complètement la mémoire d'un homme qui, s'il fut un économiste et un statisticien de très grand mérite, n'en fut pas moins un ecclésiastique et un citoyen dont les indiscretions, pour employer cet euphémisme, étaient bien faites pour le rendre suspect au patriotisme de ses contemporains.

Mais ce n'est pas l'occasion de rouvrir le dossier de ce procès passionnant que ni les juges de 1780 ni leurs critiques du XIX<sup>e</sup> siècle n'ont pu définitivement trancher. Nous serons cependant sans peine unanimes à constater que les autorités zuricoises ont toujours témoigné pour la statistique un intérêt marqué et pour préférer les preuves renouvelées qu'ils en donnent aujourd'hui à celles dont fut victime l'infortuné Waser. Ces preuves nous les trouvons non seulement dans l'excellence des services de statistique qu'ils ont su organiser et que dirige avec tant de compétence notre dévoué secrétaire, M. Brüscheiler, mais aussi dans l'hospitalité si généreuse dont je suis heureux, une fois de plus, de les remercier bien cordialement.

La Société suisse de Statistique, comme tout organisme bien vivant, a subi au cours des 64 ans de son existence bien des péripéties diverses. Elle vient, aujourd'hui même, de surmonter ce que des esprits inquiets ont pu appeler une crise, mais ce qui n'est, en réalité, qu'un des obstacles inévitables que la vie sème sur le chemin de toutes les institutions nationales et scientifiques. Les nouveaux statuts qu'elle s'est donnés ce matin même sont destinés à lui permettre d'affronter avec une jeunesse renouvelée les difficultés qui naissent notamment du peu de place laissée à l'activité désintéressée dans le cours haletant de notre civilisation contemporaine. L'utilité et la raison d'être de notre Société ne m'ont jamais paru mieux établies qu'aujourd'hui et cela pour deux raisons principales, sur lesquelles je voudrais insister en terminant cette allocution de bienvenue.

J'estime tout d'abord qu'il faut se féliciter toujours plus vivement de l'existence des institutions suisses qui permettent à des Confédérés des diverses parties du pays de se réunir pour s'occuper en commun de notre commune existence nationale. Peut-être ce besoin est-il ressenti avec une vivacité particulière dans la Genève qui, depuis qu'elle est devenue la Cité des Nations, attache un prix tout spécial à ses rapports avec la mère patrie. Nous sommes, au cœur de l'Europe trop divisée encore entre elle, un petit pays. Si nous voulons maintenir intacte notre vitalité nationale — et nous le voulons impérieusement — il faut que nous cultivions avec amour nos rapports confédéraux. L'intimité est plus difficile entre citoyens habitant des immeubles autour des carrefours affairés d'une grande métropole qu'entre voisins dans un paisible bourg campagnard. De même, l'intimité helvétique est incontestablement exposée à être troublée depuis que la Suisse est devenue le carrefour de l'Europe. Raison de plus pour que ceux qui tiennent par dessus tout à cette intimité et qui y trouvent une de leurs meilleures raisons de vivre se félicitent des occasions comme celles que nous offre la Société suisse de Statistique de mettre en commun, à l'abri de toute distraction étrangère, leurs préoccupations scientifiques et nationales.

Et voici l'autre considération qui justifie notre attachement à notre Société. C'est devenu une banalité que de constater que, dans tous les pays modernes, l'économique tend à dominer le politique. Or, l'économique, si l'on n'y prend garde, risque d'être, pour les sociétés contemporaines, un ferment de discorde et un facteur de dissolution. Trois ordres de groupements s'occupent chez nous en Suisse, comme ailleurs, des problèmes économiques: les parlements, les associations professionnelles et les sociétés scientifiques.

Si le parlement est destiné à légiférer pour l'Etat tout entier, il est certain que depuis une génération environ il tend à mettre aux prises des partis qui ne sont souvent que des groupements de défense d'intérêts particuliers. Parmi les causes diverses de ce que l'on a appelé la crise de la démocratie, je n'en connais pas de plus redoutable que celle-ci. Il est naturel, en effet, que lorsque les élus du peuple se comportent en champions de causes particulières nées d'intérêts économiques plus qu'en législateurs soucieux avant tout du bien de la collectivité tout entière, des esprits aventureux cherchent dans la dictature d'un individu ou d'une seule classe sociale le moyen de rétablir l'unité de l'Etat.

Que les associations économiques, qui poursuivent le but essentiellement légitime en soi de la défense des intérêts d'une même profession de producteurs ou d'un même groupe d'employeurs ou de salariés, soient tentées aussi de subordonner le général à l'individuel, on ne peut ni s'en étonner ni s'en indigner. Leur fonction est incontestablement utile, non seulement à leurs adhérents mais même à la collectivité, mais cela à une condition: c'est qu'il ne leur soit pas permis de sortir de leur rôle consultatif et qu'elles trouvent toujours en face d'elles un Etat, représentant la collectivité tout entière, assez intelligent pour comprendre leurs aspirations et assez fort pour ne pas subir docilement leur ascendant.

Une association comme la nôtre ressemble au parlement en ce que sa seule tâche est de rechercher la vérité qui est naturellement la même pour tous et elle ressemble aux associations professionnelles en ce que l'objet principal de ses pré-occupations est d'ordre économique. Mais sa fonction spéciale est d'étudier les phénomènes économiques dans un esprit d'entière liberté scientifique et d'aboutir ainsi à la découverte de solutions qui, conformes à l'exigence de la méthode scientifique, le sont par là même à l'intérêt de la collectivité tout entière. Plus les groupements particuliers mettent d'acharnement à la défense de leurs intérêts de classe et de profession, plus le parlement est exposé aux assauts convergents mais antagonistes de ces associations, plus il est indispensable, dans l'intérêt même de la démocratie, qu'il se trouve quelque part un foyer de pensée économique libre et désintéressée.

Voilà pourquoi, Messieurs, comme citoyens d'une démocratie qui veut rester maîtresse de ses propres destinées en face des dangers qui la menacent du dehors et du dedans, nous devons souhaiter de voir s'accroître sans cesse la vitalité de notre Société.

Hierauf begrüßte Herr Regierungsrat Dr. O. Weltstein die Versammlung namens des Regierungsrates und des Stadtrates von Zürich — zum zweiten Male, heute und im Jahre 1921. Er weist darauf hin, dass bei der Gründung, im Jahre 1864, auch Zürcher Anteil gehabt haben: der erste Präsident, *Spyri*, und Dr. *Stössel*

als Sekretär. Im Jahre 1921 stand die Zürcher Tagung eher unter einer trüben Stimmung. Die Gesellschaft hatte unter dem Krieg und seinen Folgen gelitten, hat sich aber seither wieder konsolidiert. Freunde hat sie aber immer gehabt. Allerdings sind die Zeiten auch günstiger geworden; die wirtschaftlichen Verhältnisse haben sich gebessert, und für ideelle Bestrebungen ist wieder mehr Interesse und sind mehr Mittel vorhanden. Wir freuen uns darüber und wissen, was wir der Statistischen Gesellschaft zu verdanken haben. Sie hat die Gründung von statistischen Bureaux angeregt, an denen vor 60 Jahren noch Mangel war. Inzwischen haben Kantone und Gemeinden solche errichtet, in Zürich z. B. 1868, ursprünglich für Gerichtsstatistik. Die Statistische Gesellschaft hat aber auch sonst anregend und fruchtbringend gewirkt. Es ist kein Zufall, dass die Anregung zu ihrer Gründung von einer Sternwarte ausgegangen ist (Hirsch in Neuchâtel). Die Statistik ist auch eine Art Sternwarte: sie treibt aber nicht Astrologie, sondern arbeitet, auf Zahlen fussend, sachlich und ist daher ein sicherer Ratgeber der Regierungen in wichtigen sozialen Aufgaben. Sie ist der Anatom am sozialen Körper, lehrt dessen Bau und dessen Funktionen kennen, macht auf Gesetzmässigkeiten aufmerksam, hilft bei Störungen Diagnosen stellen. Für diese Mitarbeit geben gerade diese Tage ein lebendiges Beispiel. Übermorgen findet die eidgenössische Abstimmung über den neuen Verfassungsartikel 44 statt, und da ist die Statistik die mächtigste Helferin im Parlament und beim Volk gegen Widerstände gegen die Vorlage gewesen. Ein Teil der Zahlen waren harte Zahlen, aber sie haben auch schon manchen harten Schädel erweicht. Wenn Art. 44 angenommen wird, so kommt der Statistik ein grosses Verdienst zu.

Die Statistische Gesellschaft hat viele Wandlungen durchgemacht und hat auch volkswirtschaftliche Probleme angefasst. Wohl ist die Erweiterung ihres Titels heute abgelehnt worden, aber die Gesellschaft ist mit ihren Vorträgen und mit ihrer Zeitschrift viel zu stark ins Gebiet volkswirtschaftlicher Probleme hineingeraten, als dass sie davon wieder loskommen und eine blosse «statistische» Gesellschaft werden könnte. Möge die Gesellschaft dieser Tradition treu bleiben und noch stärker als bisher volkswirtschaftliche Probleme besprechen und behandeln lassen und dabei blühen und gedeihen.

Präsident Rappard dankt für diese so freundliche Begrüssung, bringt die Entschuldigung des Stadtrates von Zürich zur Kenntnis und dankt dem Regierungsrate des Kantons, wie dem Stadtrat für ihr Interesse und ihre Spenden, sowie der Universität für die Überlassung des Auditoriums.

Hierauf erhält *Prof. Dr. K. Pribram* vom internationalen Arbeitsamt in Genf das Wort zu seinem Vortrage über *Konjunkturbeobachtung* (Siehe Seite 149 ff.).

Der Präsident verdankt den ausgezeichneten Vortrag aufs beste.

## II. Öffentliche Versammlung, den 18. Mai, abends 8 $\frac{1}{4}$ Uhr im Auditorium maximum

Präsident Rappard erteilt das Wort Herrn *Prof. Dr. M. Saitzew*, Zürich, zu seinem Vortrage über *Konjunkturpolitik*. (Siehe Seite 170 ff.).

Der Präsident dankt dem Vortragenden für seinen prachtvollen Vortrag, der so lebendig gewesen sei, dass die Hörer über zwei Stunden ausgehalten haben.

III. Öffentliche Versammlung, Samstag, den 19. Mai, vormittags  
10 Uhr im «Zunftthaus zur Meise»  
(Diskussionsversammlung)

Präsident Rappard erteilt das Wort den ersten Votanten:

I.

*H. Schneebeli:* 1. Die beiden Vorträge der Herren Prof. Pribram und Saitzew haben wieder einmal mehr bewiesen, wie noch unbeholfen oder vielleicht besser gesagt, wie noch unsystematisch heute die menschlichen Methoden der Konjunkturbeobachtung und der Konjunkturpolitik sind. Es haben mich, offen gestanden, beide Vorträge enttäuscht, nicht in ihrem Gehalt — beide Referenten haben ihren Stoff in, ich möchte fast sagen beneidenswerter Weise bemeistert —, doch aber in bezug auf ihre Überzeugungskraft. Was die Konjunkturbeobachtung anbelangt, so liessen die Ausführungen des Herrn Prof. Pribram erkennen, wie die vor dem Kriege erreichten Erkenntniswerte in der Nachkriegszeit zu einem guten Teil zerstört worden sind; mit dem symptomatischen Pröbeln muss in umständlicher Weise erst wieder begonnen werden. Und was die Konjunkturpolitik anbelangt, so hat natürlich die starke Betonung der Voraussetzungen dieser Politik durch Herrn Prof. Saitzew, nämlich die Konjunkturprognose und -diagnose, resp. diesen beiden vorangehend die Konjunkturtheorie, den Glauben an systematische konjunkturpolitische Möglichkeiten — wie mir wenigstens scheinen will — nicht zu fördern vermocht. Beide Herren haben uns, und dafür gebührt ihnen grosser Dank, einen Blick in die ungezählten Schwierigkeiten hinein tun lassen, die die Konjunkturbeobachtung und Konjunkturpolitik in ihrer vollen Auswirkung jetzt, und wer weiss wie lange noch, behindern.

2. Es ist immerhin überaus interessant, wie das Pröbeln auf dem Gebiet der Konjunkturbeobachtung, von dem ich eben sprach, in Europa zu einer geradezu auffallend intensiven Beobachtung der Bewegungen des Wirtschaftsverlaufs geworden ist. Etwas muss also hinter dieser Erscheinung stecken. Zum mindesten wird es sich nicht, wie vielfach angenommen wird, um eine Modesache handeln, um eine schablonenhafte Kopierung etwa der in Amerika vor dem Kriege betriebenen Synthese statistisch erfasster symptomatischer Wirtschaftsvorgänge; dafür wären die vielen gescheiterten Köpfe, die sich überall mit der Konjunkturbeobachtung beschäftigen, sicher nicht zu haben. Vielmehr ist diese intensivere Wirtschaftsbeobachtung der deutliche Ausdruck des Wunsches der einzelnen Volkswirtschaften nach einer baldigen und vollständigen Befreiung vom Druck der krisenhaften Wirtschaftszustände der Nachkriegszeit. Es ist hier ein Aufgabengebiet erstanden, auf dem in unmittelbarer Verbindung mit berechtigten Wünschen und Forderungen des praktischen Wirtschaftslebens versucht wird, für die Gesundung und Intensivierung der nationalen Wirtschaft greifbare Nutzeffekte zu erzielen. Es ist deshalb nur begreiflich, wenn das Entstehen von Konjunkturforschungsinstituten in Europa auch in der Schweiz die Aufmerksamkeit weiter, mit dem Wirtschaftsleben eng verknüpfter Kreise auf sich gelenkt hat. Diese Aufmerksamkeit hat seit längerer Zeit schon in der Tages- und in der Fachpresse ihren Niederschlag gefunden. Die gegenwärtige Tagung unserer Gesellschaft

und speziell die gestrigen Bemerkungen des Herrn Prof. Pribram in bezug auf die spezifischen Barometerstrukturen in der Schweiz, geben mir Veranlassung, zu der besonderen und brennend gewordenen Frage der Errichtung eines schweizerischen Konjunkturforschungsinstitutes und der Schaffung auch eines wirtschaftlichen Landesbarometers Stellung zu nehmen. Allerdings kann ich das Problem innerhalb der Zeit, welche mir für mein Votum zur Verfügung steht, seines komplexen Charakters wegen nicht mit der wünschenswerten Vertiefung und Gründlichkeit behandeln. Ich will aber versuchen, hier ganz kurz doch das auszusagen, was mir im Moment zur Abklärung der Frage nützlich erscheint.

3. Das Berliner Konjunkturforschungsinstitut hat — das geht aus seiner ersten Denkschrift über die wirtschaftliche Lage von 1925 hervor — untersucht, ob sich die von der Harvard University für ihren Wirtschaftsbarometer angewandte Methode der drei isolierten Märkte (Effekten, Waren, Geld) auch für die deutschen Verhältnisse praktizieren liesse. Die für diese Untersuchung herangezogenen Vorkriegsjahre 1900 bis 1913 zeigten jedoch, dass die Regelmässigkeit der Aufeinanderfolge der Bewegungen der einzelnen Wirtschaftsphänomene sich in Deutschland nicht mit der gleichen Konsequenz ausarbeiten lässt, wie dies in den Vereinigten Staaten möglich war. Damit komplizierte sich für Deutschland das Problem wesentlich, nicht zum Schaden allerdings der künftigen theoretischen Durchbildung der Methoden der Konjunkturforschung, doch aber zum etwelchen Schaden der praktischen Anwendung für das Wirtschaftsleben der vom Institute nachher befolgten eigenen Methoden. Denn dadurch, dass das Institut sich genötigt gesehen hat, von einer in einer Gesamtsynthese kumulierten Konjunkturdarstellung abzusehen und diese Darstellung in ein ganzes Bündel von graphischen Darstellungen zu zerlegen, ist etwas entstanden, das eigentlich von niemandem mehr als Einheit aufgenommen werden kann. Diese Zerlegung ist wohl wesentlich mit die Ursache der vom Institut vielleicht etwas zu breit, zum Teil auch zu wissenschaftlich und zu mathematisch gehaltenen Beschreibungen und Deutungen. Und was die Mechanik des Harvard-Barometers selber anbelangt, so will mir ihr Nutzeffekt ebenfalls verdächtig vorkommen, hat es sich doch — ich erinnere Sie wiederum an die gestrigen Ausführungen des Herrn Prof. Pribram — gezeigt, und das mag auch der Grund sein, warum es um das Harvard-Barometer herum neuerlich etwas stiller geworden ist, dass dieses Barometer in der Nachkriegszeit infolge Versagens der angedeuteten Gesetzmässigkeit von seiner ursprünglichen Geltung erheblich eingebüsst hat, genug, um die Skepsis, mit welcher man vielerorts dieser Barometermechanik gegenübersteht, zu verstärken.

4. Der Begriff Konjunkturbarometer ist heute noch nicht genügend abgeklärt. Es wäre interessant, zu wissen, was alle diejenigen, welche ihre Konjunkturbeobachtung als Barometer bezeichnen, tatsächlich darunter verstehen, was alles sie in dieses Barometer einbeziehen und in ihm aufrechnen. Vielfach werden als Barometer schon ökonomisch-mathematisch-statistische Studien bezeichnet, die sich offenkundig noch im ersten Stadium befinden. Es wird mit Wirtschaftsfaktoren operiert, die innerlich nicht ausgeglichen sind und die, sobald sie in Verbindung mit andern, vielleicht ebenfalls nicht genügend abgestimmten Symptomen gebracht werden, zu nicht unbedenklichen Schlüssen führen müssen.

5. Was ist der eigentliche Sinn der Konjunkturbarometer? Man will durch die genaue, durch längere Zeiträume fortgesetzte Beobachtung der zeitlichen Aufeinanderfolge in der Kurvenbewegung von Indizes reagibler Symptome untereinander in gewissen Grenzen die Möglichkeit schaffen, den wahrscheinlichen Konjunkturablauf auch für die Zukunft abzuschätzen. Mit andern Worten: man will auf Grund der Richtung, welche wirtschaftliche Wetterkurven einschlagen, heute sagen können, ob es morgen regnen wird. Ich frage mich, ob man damit nicht etwas zu weit geht. In den mit Konjunkturforschungsinstituten ausgerüsteten europäischen Ländern dürfte man, eben mangels Erfahrung, kaum imstande sein, exakt sagen zu können, diese oder jene Indizes würden in bestimmten Fällen normalerweise bald als andere eine Veränderung erfahren, würden einen Umbruch der Konjunktur also mit etwelcher Präzision voranzeigen. Die mechanische Prognose bildet für das Wirtschaftsleben eine grosse Gefahr. Im Moment, da diese Prognose zur Kenntnis der Wirtschaftsleiter gelangt, sind die Verhältnisse, auf die sie sich stützt, möglicherweise bereits überholt. Die Gefahr sehe ich aber namentlich auch in dem Umstande, dass mittels der Prognose letzten Endes, wenn ich Herrn Prof. Pribram gestern richtig verstanden habe, auf eine Ausschaltung der freien Bewegung des Wirtschaftslebens abgezielt wird. Das Zutrauen zur Barometermethode ist gar nicht immer in dem Masse vorhanden, wie im allgemeinen angenommen wird. Selbst in Amerika lehnen Fachleute der Bankers Association den Begriff Konjunktur ab, sofern er etwas Periodisches in sich begreift, d. h. das Eintreten einer Depressions- oder Aufschwungsperiode nach Ablauf eines gewissen Zeitraumes. Sie begründen diese Ablehnung mit dem interessanten Hinweis, dass es in der Wirtschaft kein Analogon gäbe zu den Geschehnissen in der astronomischen Welt, die sich in ihrer systematischen Wiederkehr berechnen lassen. Die Wirtschaft sei immer in Fluss und immer zu neuen Gestaltungen geneigt, die auch den Ablauf von Hoch und Tief in neue Formen und Ausmasse brächten. Die tiefen Gesetze des wirtschaftlichen Geschehens liessen sich nicht durch Klügeln über statistischen Zahlenreihen herausfinden. Beachtenswert ist auch die Stellungnahme der Frankfurter Zeitung, welche unbekümmert um die Arbeiten der deutschen Konjunkturforschungsstellen mit der Herausgabe ihrer vor sieben Jahren inaugurierten Broschüre «Die Wirtschaftskurve» fortfährt, dies damit begründend, sie erblicke wegen der Unreife der Methoden und der Zahlen der Barometer ihre Hauptaufgabe in der synthetischen *Deutung* der Kurven, und sie glaube, der Sache besser zu dienen, wenn sie ihre Arbeiten als Bausteine ausgabe. Das Blatt fürchtet, dass der jungen Pflanze Konjunkturforschung nicht genützt wird, wenn Hoffnungen erweckt werden, die vielleicht erst in einem viel spätern Stadium erfüllt werden können.

6. Nicht unerwähnt darf in diesem Zusammenhang das negative Resultat der Verhandlungen der Expertenkommission gelassen werden, die 1926 vom Völkerbund speziell zur Behandlung der Barometerfrage einberufen worden ist. Ich darf vielleicht auch mitteilen, womit eine, wie mich dünken will, etwas optimistisch angehauchte Bemerkung des Herrn Prof. Pribram korrigiert wird, dass die kürzliche Konferenz der Chefs der volkswirtschaftlichen und statistischen Bureaux von 25 Notenbanken, unter denen auch die Federal Reserve Bank der

U. S. A. figurierte, der grossen methodologischen Schwierigkeiten wegen, die mit der Konstruktion von Barometern verbunden sind, nicht dazu gelangt ist, ein einheitliches, zu internationalen Vergleichen geeignetes Gerüst in Vorschlag zu bringen.

7. Und soll ich noch einmal Revue passieren lassen, was alles gestern die beiden Herren Referenten gesagt haben, das in bezug auf die Nutzenanwendung mathematisch festgestellter Gesetzmässigkeiten — wenn von einer mathematischen Regelmässigkeit überhaupt die Rede sein kann — für das praktische Wirtschaftsleben ebenfalls zu grossen Bedenken Anlass geben muss? Ich werfe nur einiges wenigens ganz ungeordnet streiflichtmässig hin: ungenügendes Wirtschaftsmaterial, Verschiedenheit der Zyklen und ihrer Phasen und Schwierigkeiten, auf rein empirischem Wege die einzelnen Zyklen zu vergleichen, Veränderungen der Wirtschaftsstruktur und des Wirtschaftslebens, exogene und akzidentelle Einflüsse auf den Wirtschaftsgang und die Unmöglichkeit für den Prognostiker, diese Art Einflüsse zu erfassen, das heute ganz unterschiedliche Barometervorgehen der einzelnen Länder, Versagen der Vorkriegsbarometer, die grossen Schwierigkeiten in bezug auf die Zusammenfassung von Wirtschaftssymptomen in einem einzigen Ausdruck, die verschiedene Wirkung der Ursachen, durch welche die Konjunktur hervorgerufen wird usw. Ich könnte die Aufzählung noch diesen ganzen Morgen fortsetzen. Ich holte das nur hervor, weil es mir daran liegt, zu zeigen, wie viel noch zu tun übrig bleibt, bis wir so weit gebracht sind, da wir, wie Herr Prof. Saitzew das gestern sehr vorsichtig ausgedrückt hat, wahrscheinlich mehr wissen werden.

## II.

8. Wenn ich nun dazu übergehe, die Situation zu betrachten, wie sie sich in der *Schweiz* in bezug auf die Möglichkeit der Errichtung einer zentralen Konjunkturforschungsstelle und der Schaffung eines Wirtschaftsbarometers bietet, so möchte ich, um zunächst beim Barometer stehen zu bleiben, die sicher nicht unwichtige Frage aufwerfen, ob in der Schweiz solche sensitive Barometerkomponenten, welche sich in bezug auf die Bewegung und auf die Ordnung, in der sie sich folgen, gegenseitig bedingen, wirklich bestehen. Ich fürchte, dass solche Komponenten bei uns erst eigentlich ausfindig gemacht werden müssten. Ich wagte wenigstens nicht, mit Herrn Prof. Pribram zu behaupten, dass unsere drei Märkte Spekulation, Warenmarkt und Geldmarkt heute schon oder in absehbarer Zeit in einen innern, symptomatisch massgeblichen Zusammenhang gebracht werden könnten. Die für die Konstruierung eines Barometers notwendigen konjunkturtheoretischen und symptomatischen Unterlagen befinden sich in der Schweiz noch in einem derart schlechten Zustande, und die Aussichten für eine baldige Verbesserung dieses Zustandes sind so ungünstig, dass man füglich behaupten kann, es sei für lange hinaus unmöglich, den Bewegungen unserer nationalen Wirtschaft barometermässig beizukommen. Ich will dies ganz kurz belegen.

9. In erster Linie möchte ich darauf hinweisen, dass ein schweizerisches Barometer nicht, wie dasjenige der Harvard University, auf eine gleiche Empirik und auf die Möglichkeit der Beobachtung einer ganzen Reihe horizontaler Märkte basieren kann. Die Wirtschaftsstatistik, wie sie in der Schweiz heute betrieben

wird, ist zu einem guten Teil neueren Datums. Für die Zeit vor dem Kriege fällt eine ganze Reihe von Beobachtungsfaktoren weg, oder sie sind, insoweit solche bereits bestanden haben mögen, durch die Kriegs- und erste Nachkriegszeit in ihrem Charakter mehr oder weniger verändert worden. Unsere inländischen Barometerunterlagen gehen somit nicht weit genug zurück, um Saisons- und andere Einflüsse und die sekuläre Bewegung hinreichend auszuschalten. Unsere Handelsstatistik wird erst seit kurzem monatlich veröffentlicht. Zudem sind diese Monatsergebnisse zu einem Teil immer noch von wirtschaftlichen Unregelmässigkeiten der Nachkriegszeit beeinflusst und können deshalb als Barometerbasis nur bedingt benützt werden. Bedauerlich ist das Fehlen einer monatlichen Statistik über Rohstoff- und Halbfabrikateinfuhr und Fabrikateausfuhr. Während es in Amerika möglich ist, die Schwankungen der Aktivität der Geschäfte in ihrer Gesamtheit zu messen, d. h. die aus der Güterproduktion und dem Austausch von Gütern und Dienstleistungen resultierende Summe der Transaktionen festzustellen, gebricht es in der Schweiz in dieser Richtung an einer hinreichenden ziffernmässigen Orientierung. Eine bedenkliche Lücke wiederum ist das Fehlen der Produktionsstatistik. Fortlaufende oder periodisch wiederkehrende Erhebungen über den ganzen Umfang des Sozialprodukts sind uns unbekannt. Wir kennen auch keine Statistik des Auftragsbestandes. Bestrebungen zur Einführung von Produktionsstatistiken haben die Unternehmungen gegen sich, die in ihrer Zurückhaltung, was von privatwirtschaftlichem Standpunkt aus begrifflich erscheinen muss, einen gewissen Selbstschutz gegenüber der in- und namentlich ausländischen Konkurrenz erblicken. Es spielen aber auch Bedenken praktischer Natur mit; man vergegenwärtige sich nur die grossen Schwierigkeiten der produktionsstatistischen Erfassung industrieller Fertigfabrikate, angesichts deren grossen Mannigfaltigkeit. Will man vom Produktionsvolumen unseres Landes eine Vorstellung gewinnen, so ist man genötigt, auf Indizien zu greifen. Solche indirekten Behelfe sind aber rechnerisch in einem Wirtschaftsbarometer nicht wohl verwendbar.

10. In bezug auf den Aktienindex als Instrument zur Messung der Spekulation bzw. des Marktes industrieller Dividendenwerte ist zu sagen, dass heute sein Informationswert der ausserordentlichen Hausse wegen, die wir seit geraumer Zeit durchlaufen, wohl etwas relativ ist. Die Anschauung, dass in dieser Hausse eine besondere Sehergabe der Börse zum Ausdruck kommt, ist kaum haltbar. Eine Erholung der Wirtschaft in der gleichen sprunghaften Weise, wie die Kurse industrieller Valoren nun hinaufgegangen sind oder noch hinaufgehen, ist wenig wahrscheinlich. Die Begleitumstände der gegenwärtigen Spekulationsbewegung sind ungewöhnliche. Wir dürfen ruhig sagen, dass im Moment der sonst übliche Zusammenhang von Börsenkonjunktur und allgemeiner Wirtschaftskonjunktur unterbunden ist.

11. Die Relativität der Quellen, die für ein schweizerisches Barometer zur Verfügung stehen, glaube ich schon durch diese wenigen und ganz willkürlich gegriffenen Hinweise genügend gekennzeichnet zu haben. Es erhebt sich nun eine andere wichtige Frage, die Frage nämlich, ob ein mit Hilfe ausschliesslich schweizerischer Daten konstruiertes Barometer, selbst wenn diese Daten an sich die

höchste Vollkommenheit aufwies, imstande wäre, unsern Produktions- und Kreditkreisen die Aufgabe abzunehmen, selber sich über die tatsächliche allgemeine Konjunkturlage des Landes und deren vermutliche künftige Gestaltung vorweg zu orientieren. Ich glaube diese Frage verneinen zu sollen. Die Schweiz ist — eine uns allen geläufige Tatsache — kein in sich abgeschlossenes Wirtschaftsgebiet, sondern ist stark auf die Rohstoffzufuhr und Fabrikateausfuhr angewiesen. Ich wiederhole nur, was Herr Prof. Pribram schon gestern gesagt hat. Die Konsequenz der grossen wirtschaftlichen Abhängigkeit der Schweiz vom Ausland ist ihre enge weltwirtschaftliche Konjunkturverbundenheit. Ein den schweizerischen Interessenten wirklich dienendes Barometer hätte zur Voraussetzung, dass in ihm die Bewegungen der den Wirtschaftsgang des Inlandes mitbestimmenden ausländischen Faktoren in ihrer ganzen Einflussintensität ziffernmässig mitverarbeitet sein müssten. Diese Faktoren wären noch festzustellen. Die Konstruierung eines gemeinsamen Barometers für die Schweiz, Holland und Schweden, wovon auch schon die Rede gewesen, ist abzulehnen, einmal wegen der unterschiedlichen geographischen Lage dieser Länder und wegen ihrer ungleichen Bedingungen für die Rohstoffzufuhr, die Produktion und den Absatz, dann aber auch deswegen, weil der Konjunkturzyklus des einen Landes mit dem des andern zeitlich sich nicht notwendigerweise zu decken braucht, übrigens schon wegen des unterschiedlichen Charakters der Hauptindustrien der drei Länder sich nicht decken kann.

12. Schliesslich bleibt noch die ebenfalls sehr bedeutsame Frage, an welche Kreise eigentlich gedacht wird, die ein solches Wirtschaftsbarometer verwerten könnten. Man sagt: die Industrie. Wie soll aber diese mit dem nötigen Vertrauen eine Konjunktursynthese entgegennehmen, an deren Zustandekommen sie durch Mitteilung von Wirtschaftsangaben nur wenig oder zum Teil überhaupt nicht beteiligt ist. Übrigens glaube ich, dass unsere Industrie ein solches Barometer auch gar nicht so dringend nötig hat. Die grossen Unternehmungen, die für den Wirtschaftsgang unseres Landes in der Hauptsache den Ausschlag geben, haben ihre eigenen, mit reicher Empirik ausgerüsteten Studienbureaux, welche sich mit Produktionsmethoden, Verschleissmethoden und den Absatzgebieten beschäftigen. Sie verfügen über eine vorzügliche Fachpresse, und es stehen ihnen jederzeit die wertvollen wirtschaftlichen Originalmeldungen von Geschäftsfreunden zur Verfügung.

13. Weiter heisst es — Herr Prof. Pribram wies gestern auch darauf hin — das Wirtschaftsbarometer habe seinen ganz besondern Nutzen auch für die zentrale Notenbank, weil sie mittels dessen sich Klarheit darüber verschaffen könne, ob sie in einem gegebenen Momente zum Zwecke der Stabilisierung der Preise und der Konjunktur eine Kontraktion oder eine Expansion der Kredite eintreten zu lassen habe. Ganz abgesehen nun davon — Herr Prof. Saitzew hat das gleiche, nur mit etwas andern Worten ausgesprochen —, abgesehen davon sage ich, dass die Frage der Bedeutung von Kreditausdehnung und Kreditdrosselung für die wirtschaftliche Entwicklung eines Landes, insbesondere für dessen Konjunktur-entwicklung, umstritten ist — der Ansicht nämlich, dass die Kreditexpansion den Konjunkturaufstieg mit sich bringe, steht die Meinung gegenüber, dass der

Konjunkturaufstieg die Kreditexpansion nach sich ziehe —, bildet die Errichtung eines Wirtschaftsbarometers für die Notenbank schon deswegen nicht eine absolute Dringlichkeit, weil die Bank in bezug auf die Beurteilungsmöglichkeit der Wirtschaftsbewegungen des Inlandes über bessere und auch rascher nutzbare Unterlagen verfügt.

14. Schliesslich erhebt sich noch die Frage, in wessen Obhut in unserem Lande das zentrale Konjunkturforschungsinstitut gestellt werden sollte. Der Staat, mit andern Worten der *Bund*, würde zweifelsohne gute Gewähr für eine seriöse Durchführung der dem Institute obliegenden Aufgaben bieten. Er besässe auch die Zwangsmittel, gewisse jetzt noch fehlende, aber zur Komplettierung der Wirtschaftssymptomatik und speziell auch zur Konstruierung eines Barometers unerlässliche Daten einzufordern. Doch darf die Antipathie nicht übersehen werden, mit welcher gerade in der Schweiz der private Unternehmer staatlichen Institutionen gegenübersteht. Für die Kreierung der zentralen Konjunkturforschungsstelle als Teil der Bundesverwaltung wären jedenfalls in den Kreisen des schweizerischen Unternehmertums zahlreiche und starke Vorurteile zu überwinden.

15. Wiederholt ist auch die Anregung gemacht worden — kürzlich war in einem Artikel in der Exportbeilage der Neuen Zürcher Zeitung wieder die Rede davon — die Konjunkturerforschung unseres Landes dem *zentralen Noteninstitut* zu übertragen. Wenn ich mich hierzu äussere, so will ich nur meine ganz persönliche Stellungnahme präzisieren. Die Befürworter der Übertragung an das zentrale Noteninstitut leitet, wie ich die Sache glaube beurteilen zu sollen, die Erwägung, dass in der Nationalbank und besonders in ihrem statistischen Bureau ein starkes wirtschaftliches Informationsmaterial zusammenlaufe, dessen konjunkturelle Auswertung zuhanden der Allgemeinheit eigentlich eine gegebene Sache sei. Nun ist aber das Wirtschaftsmaterial dieses Bureaus nur zu einem kleinen Teil identisch mit der Dokumentierung, die für den Betrieb einer eigentlichen Konjunkturforschungsstelle notwendig ist. Das im wirtschaftsstatistischen Monatsbericht der Bank enthaltene Zahlenmaterial hat das statistische Bureau in erster Linie für die Verwendung durch die eigene Bankleitung zusammengestellt; es wird nur deswegen veröffentlicht, weil man einem weitem Interessentenkreis Gelegenheit geben will, von diesen wirtschaftsinformativischen Zusammentragungen ebenfalls Kenntnis zu nehmen. Der Erkenntniswert dieses Monatsberichtes darf indessen mit demjenigen, der sich ergäbe, wenn die jetzigen, bloss numerischen oder graphischen Zahlenzusammenstellungen gewissermassen zu einer Gesamtsynthese verarbeitet würden, nicht verwechselt werden. Eine solche Synthese lag und liegt aber nicht in dem von der Bank mit der Herausgabe dieser Wirtschaftsdaten verfolgten Zweck; die Bank erstrebt mit ihrem Monatsbericht lediglich eine systematische Sammlung der aus ganz zerstreuten Quellen fliessenden Daten und überlässt es dem einzelnen Interessenten, diese Daten zu deuten.

16. Bleibt noch die Möglichkeit, die Konjunkturforschungsstelle als *private Institution* zu betreiben. Dieser Weg wird aber deswegen nicht gangbar sein, weil es vermutlich schwer halten wird, die erforderlichen finanziellen Betriebsmittel aufzubringen. Die Befürworter einer schweizerischen Konjunkturforschungsstelle

denken offenbar nicht genügend an die sehr erheblichen Betriebspesen. Soll ein Konjunkturforschungsinstitut seine Aufgabe nach allen Richtungen voll erfüllen, so wird es das ihm obliegende Pensum nicht mit zwei und auch nicht mit fünf Beamten bewältigen können, sondern es wird ein Apparat von zehn, zwanzig und vielleicht noch mehr Angestellten notwendig sein. Ob sich die für unsere Verhältnisse grossen Kosten durch ein gewisses Umlageverfahren auf einen Teil des schweizerischen Unternehmertums überwälzen liessen, ist fraglich. Fraglich ist aber auch, ob diese Kosten im Wege freiwilliger Leistung durch an dieser Konjunkturforschungsinstitution speziell interessierte Unternehmungen aufgebracht werden könnten.

### III.

17. Das Problem, das uns beschäftigt, ist durch die in den letzten Jahren in akademischen Kreisen sowohl als auch in Kreisen des praktischen Wirtschaftslebens erfolgte breite Aussprache nicht einfacher geworden. Im Gegenteil: Beweis die gestrigen Darlegungen der HH. Pribram und Saitzew. Aber die Entwicklung drängt meines Erachtens doch nach einer ernsthaften Lösung. Es geht nicht an, die Sache einfach nur so gehen zu lassen. Niemand wird den hohen Wert bestreiten wollen, der auch in unserem Lande einer permanenten, seriösen Konjunkturbeobachtung innewohnt. Kein Phänomen, sagt schon Goethe, erklärt sich an und aus sich selbst, nur viele zusammen überschaut, methodisch geordnet, geben etwas, was für Theorie gelten könnte. Die Devise der ausländischen Konjunkturforschungsinstitute, dass man im eigenen Wirtschaftsgehäuse kein Fremder sein dürfe, gilt auch für uns. In der Erforschung schweizerischer Industrien ist immerhin schon Grosses geleistet worden. Der Dank gebührt da vor allem den schweizerischen Hochschulen, den wirtschaftlichen Organisationen usw. Aber auch auf dem Gebiete der schweizerischen Wirtschaftssymptomatik und speziell in der beschreibenden Synthese derselben sind grosse Anstrengungen, aber auch grosse Leistungen zu verzeichnen. Schon die Namen der beiden, die gleich nach mir sprechen, weisen Sie in die Richtung, von woher in dankenswerter Weise dem Wirtschaftsverlauf unseres Landes stets ein warmes statistisches Interesse und das richtige synthetische Empfinden entgegengebracht wird. Und wenn ich hier speziell Herrn Dr. Lorenz hervorhebe, so wird Ihnen allen sofort die grosse Pionierarbeit gegenwärtig, die von ihm in der Domäne, die wir behandeln, geleistet worden ist.

18. Auf die Dauer dürfen wir aber die Konjunkturforschung in der Schweiz nicht auf den Schultern der paar wenigen, die sich um den Ausbau der schweizerischen Wirtschaftssymptomatik und um ihre Auswertung mit durch die Verhältnisse gegebenen schwachen Mitteln bemühen, ruhen lassen. Wir müssen notwendigerweise das Institut der Konjunkturforschung auf einen breiteren Boden stellen, wenn die treibenden Kräfte und Grundströmungen unserer Wirtschaft und gewisse ökonomische Erscheinungen mit der wünschenswerten Gründlichkeit studiert werden sollen. Hierbei denke ich weniger an die Errichtung einer Konjunkturforschungsstelle als Zweig der Bundesverwaltung oder als Zweig des statistischen Bureaus der Nationalbank oder endlich als private Institution als

mehr — im Sinne einer kooperativen Konjunkturforschung — an eine geschickte Koppelung derjenigen Stellen im Lande, welche für die Behandlung von Konjunkturforschungsfragen und die spezifische Problemstellung dank der besonderen Kenntnis ihres respektiven Arbeitsgebietes prädestiniert sind. Ich darf wohl annehmen, dass die Nationalbank sich zur Verfügung stellen wird, wenn es sich um Untersuchungen über finanzielle Dinge handelt, um konjunkturtheoretische und konjunktursymptomatische Fragen des Geld- und Kapitalmarktes. Ihr ständiger Kontakt mit den privaten Banken wird es ihr vielleicht ermöglichen, auch diese für die Notwendigkeiten, die aus der gedachten kooperativen Konjunkturforschung sich ergeben, zu interessieren. Industrielle und Handelskonjunkturfragen zu betreuen, wäre Sache in erster Linie des Vororts des Schweizerischen Handels- und Industrievereins. Landwirtschaftliche Dinge müsste das schweizerische Bauernsekretariat in seine Obhut nehmen. Dass das eidgenössische Volkswirtschaftsdepartement bzw. seine hierfür in Frage kommenden Stellen stark mittätig sein müssten, versteht sich von selber. Es darf vielleicht auch auf das Interesse der Hochschulen gerechnet werden, die sich mit gelegentlichen Seminararbeiten und Dissertationen — an Themen wäre man nicht verlegen — um die Förderung der Sache grosse Verdienste erwerben könnten. Alle durch diese verschiedenen Stellen anzuhebenden Untersuchungen wären selbstverständlich auf das zu erstrebende Ziel einzustellen, das Ziel nämlich, mit der Zeit alle Elemente zusammenzutragen, welche geeignet sind, die schweizerische Wirtschaftssymptomatik und damit auch ihre Synthese zu vervollkommen. Natürlich müsste diesem ganzen kooperativen Vorgehen eine gewisse Systematik zugrunde liegen, mit andern Worten, es müsste eine aus Vertretern der in dieser Forschungsinstitution beteiligten Instanzen zusammengesetzte Kommission gewissermassen als Patronat wirksam sein. Dass eine zentrale Stelle schon von allem Anfang als Organ für die Durchführung gewisser Arbeiten, für den Kontakt zwischen den beteiligten Instanzen usw. tätig sein müsste, wird allerdings nicht nur nicht zu vermeiden sein, sondern sogar im Interesse der Institution liegen. Aufgabe unserer Gesellschaft und speziell Aufgabe ihres Vorstandes dürfte es vielleicht sein, dahin zu wirken, dass diese Kommission ins Leben gerufen wird und die Konjunkturforschungsinstitution zustande kommt. Was ich hier andeute, sind nur sehr grobe Umrisse. Die Zeit verbietet mir auch, auf die Kostenseite dieser Institution einzugehen.

19. Mit einer langen Reihe von Fragen, die vom Konjunkturforschungsinstitute in Behandlung zu nehmen wären, vermöchte ich Ihnen zu beweisen, wie noch wenig abgeklärt in der Schweiz das ganze Konjunkturforschungsproblem eigentlich ist und wie weit noch wir vom Zeitpunkt entfernt sind, da man die Schaffung einer zentralen, *eigenlichen* Konjunkturforschungsstelle ohne weiteres empfehlen kann. Bis dahin wird es das Richtigste sein, ruhig Entwicklung und Erfolg der ausländischen Konjunkturforschungsinstitutionen abzuwarten und sich mit der vorhandenen, auf Grund der von mir in Vorschlag gebrachten, dezentralisiert zu betreibenden Studien vielleicht noch ergänzbaren Wirtschaftssymptomatik zu behelfen. Was die Deutung dieser Symptomatik anbelangt, scheinen mir die vom eidgenössischen Volkswirtschaftsdepartement heraus-

gegebenen wirtschaftlichen und sozialstatistischen Mitteilungen mehr oder weniger auf dem richtigen Wege zu sein. Wenn's auch nicht ganz der richtige Weg ist und die Mitteilungen auch in ihrer neuen Form in einem das Gefühl aufkommen lassen, dass die Redaktion auch jetzt noch nach einem bestimmten Programm taste, so dürfte diese Unausgeglichenheit vielleicht nur dem zuzuschreiben sein, dass bei der Begründung des neuen Zustandes mit andern Kreisen nicht grundsätzlicher Fühlung genommen worden ist. Das wird wohl noch nachgeholt werden müssen. Lehnen sich die «Mitteilungen» inzwischen im Sinn und Geist noch etwas mehr an die Publikation des Statistischen Reichsamtes «Wirtschaft und Statistik» an und schaffen sie vielleicht auch noch Raum für spezifisch ausländische Wirtschaftsdaten, so glaube ich, ist alles erreicht, was im Moment nach Massgabe der konkreten Verhältnisse vom inländischen Konjunkturinteressenten verlangt werden kann. Es hat sicher nichts auf sich, wenn wir in der Schweiz vorderhand auf ein eigenes Landeswirtschaftsbarometer verzichten und uns das Bild der ökonomischen Tätigkeit des Landes und des künftigen mutmasslichen Verlaufs dieser Tätigkeit lediglich anhand gewisser Wirtschaftsbewegungen und -erscheinungen des In- und des Auslandes zu vermitteln versuchen müssen.

Dr. J. Lorenz: Nachdem gestern in ausreichendem Masse Shakespeare zitiert worden ist und soeben Goethe beschworen wurde, möchte ich diesen auch meinerseits zitieren. Wir haben so viel über Konjunktur gehört, dass man fast mit ihm sagen kann:

Mir wird von alledem so dumm,  
Als ging mir ein Mühlrad im Kopfe herum.

Es tut mir beinahe leid, Ihre Zeit auch noch in Anspruch zu nehmen. Doch werde ich mich ganz kurz fassen, obwohl ich versucht wäre, vor dem zahlreichen Kollegium all das anzubringen, was ich in den unbesuchten Kollegien am Polytechnikum über Konjunkturkunde jeweilen sagen möchte.

Zunächst das Verhältnis von *Konjunkturforschung und Theorie*. Die Konjunkturforschung bedarf der Theorie, wenn sie nicht planlose Pröbelei bleiben soll. Aber sie bedarf nicht *einer* Theorie, sondern *der* Theorien. Durch zahlenmässige Untersuchungen müssen wir feststellen, inwiefern sich die verschiedenen Krisentheorien bewahrheiten und inwiefern sie sich als unrichtig erweisen. Dass man sich nicht *einer* Theorie verschreiben darf, ist um so wichtiger, als man gerade in der Konjunkturstatistik nur allzuleicht den Zahlen Gewalt antun kann, um Liebgewordenes als richtig nachzuweisen.

Damit komme ich gleich zu einem Punkte, den ich logischerweise irgendwo anders unterbringen sollte: Die Frage des *Konjunkturforschungsinstitutes*. Gerade der Umstand, dass *eine* Theorie allzuleicht die ganze Konjunkturforschung beherrschen könnte, zwingt mich zur Überzeugung, dass ein zentrales und einziges Konjunkturforschungsinstitut nicht wünschbar ist. Sei es nun da oder dort. Die von einer Stelle aus gewissermassen monopolistisch beherrschte Konjunkturforschung ist dann eine gewisse Gefahr, wenn sie sich auf Prognose einstellt. Die psychologischen Folgen einer solchen Prognose sind nicht zu unterschätzen. Lassen wir den Zustand bestehen, wie er ist — wenigstens vorderhand —; arbeite

jeder an seinem Orte. Doch damit bin ich mit dem Vorredner ganz einverstanden: suchen wir gegenseitigen Kontakt, kommen wir dann und wann zusammen, stellen wir ein Arbeitsprogramm auf, nehmen wir eine gewisse Arbeitsteilung vor, — und es wird keine Schwierigkeit bestehen, so viel ich wenigstens sehe, die Wirtschaftlichen und Sozialstatistischen Mitteilungen des Volkswirtschaftsdepartementes den Arbeiten von uns allen zugänglich zu machen. Ein solches Zusammengehen wird alle unsere Arbeiten befruchten.

Nicht einverstanden bin ich mit dem Vorredner im Urteil über die vorhandenen *Elemente der Konjunkturforschung*. Wir haben alle Elemente, die wir brauchen, im grossen und ganzen beisammen. Was uns fehlt, ist ein wöchentlicher Aktienindex, statt des monatlichen auf einen Stichtag, ist ferner die Errichtung von Zweimonatsbilanzen unserer Banken, und ist eine aktuelle Statistik über die Bewegung der Löhne, die in Verbindung mit dem Lebenskostenindex einen Faktor der Konjunktur beleuchten kann, der hier vielleicht noch zu wenig berücksichtigt worden ist: die Kaufkraft der breiten Masse. Von einer grossangelegten Lohnstatistik verspreche ich mir für die Konjunkturforschung nicht viel. Sie wird stets ein historisches Dokument bleiben. Wir müssen sehen, vielleicht auf irgendeinem Wege zu einem Surrogat für die Lohnstatistik zu kommen. Hinsichtlich der Produktionsstatistik kann ich Ihnen durch Mitteilungen von Herrn Dr. Cottier, dem Generalsekretär der Bundesbahnen, folgendes sagen: Die S. B. B. bereiten eine Güterbewegungsstatistik vor, die 277 Waren einzeln verfolgen lässt. Meine Damen und Herren, damit haben wir nichts anderes, als eine fortlaufende Produktionsstatistik. Ein ganz gewaltiger Fortschritt der Wirtschaftsstatistik, der nicht hoch genug eingeschätzt werden kann. Diese Statistik ersetzt uns die Produktionsstatistik, welche unter unseren Verhältnissen stets — wie die Lohnstatistik — nachhinken wird und auch beeinflussbar ist, während die zuverlässigste Quelle der Güterverkehr ist. Ich bin also in bezug auf die Elemente der Konjunkturforschung durchaus nicht so pessimistisch, wie mein Vorredner.

Es ist gesagt worden, dass uns die langjährigen Reihen für diese Elemente fehlen. Zum Teil ist das ja richtig. Aber wir haben doch für eine ganze Reihe von Elementen, sogar für den Aussenhandel, geschweige denn den Geldmarkt und den Verkehr, monatliche Aufzeichnungen, die uns ausreichend orientieren können. Allein diese Zahlen nützen uns alle nicht viel. Und wenn ich das sage, so komme ich auf einen weiteren Punkt zu sprechen: auf das *Entstehen der Konjunktur, ihr Wesen und ihr Verhältnis zu den Konjunkturbarometern*. Woraus entsteht jene Wellenbewegung, die wir als Konjunktur bezeichnen? Sie ist Ausfluss der freien Konkurrenz. Das gibt uns eine Erklärung, warum die Barometer nach dem Kriege versagt haben. Vor dem Kriege herrschte die freie Konkurrenz noch in viel stärkerem Masse als heute. Aber in dem Masse, als sie durch Marktregelung, Organisation der Interessenten durch Syndikate, Kartelle, Trusts, Gewerkschaften, Genossenschaften, durch bewusstes Zusammenarbeiten der Banken und planmässiges Eingreifen der Notenbank auf dem Geldmarkt eingedämmt wird, flauen die Konjunkturen ab. Wie können wir da in unserer Zeit rapid anschwellender Marktorganisation vom Verlaufe der Kurven in der Vorkriegszeit noch auf den künftigen Verlauf in der Nachkriegszeit schliessen wollen, wo sich die

Voraussetzungen des Konjunkturverlaufes selbst grundlegend geändert haben? Es gibt kein Konjunkturbarometer im Sinne eines gesetzmässigen Verlaufes in der Zukunft auf Grund der Bewegungen in der Vergangenheit. Die Zahlenreihen aus der Vorkriegszeit sind ganz interessant — aber für die Konjunkturforschung unserer Tage helfen sie uns wenig. Wir kommen in das Zeitalter der Stabilisierung der Wirtschaft, das vielleicht zu einer Stagnation der Wirtschaft führen wird. Nach meiner Meinung durchaus kein Unglück. Denn die ganze Entwicklung des letzten Jahrhunderts mit all ihrer Bereicherung der Lebenshaltung ist doch nur eine Schraube ohne Ende: Produktionserhöhung bewirkt Bedarfsmehrung, — und zum Glück und zur Ruhe der Menschen trägt das nicht bei. Ich begrüsse die Stabilisierungstendenz und nehme es gerne in den Kauf, wenn sie uns ärmer macht. Vielleicht werden wir dann kulturell bereichert. Doch das alles liegt ja nur an der Peripherie (und noch an der äussersten) unseres Problems.

Bleibt noch die Frage der *Konjunkturprognose*. Meine Damen und Herren, Einzelforschung und Einzelprognose scheint mir das Wichtige an der Konjunkturforschung. Von allem, was das deutsche Konjunkturforschungsinstitut geleistet hat, scheint mir eine Publikation über die Schweinewirtschaft das Interessanteste. Einzelprognosen können wir stellen. Gesamtprognosen setzen stets die sogenannte «gute Nase» voraus, und in gewissem Sinne wird hier stets gelten, was zwar weder ein Ausspruch Goethes, noch Shakespeares, noch Schillers, sondern der Ausspruch des Volksmundes sagt:

Wenn der Hahn kräht auf dem Mist,  
So ändert sich 'sWetter oder 'sbleibt wie's ist.

Dr. *Elsę F. Gasser*, Rüslikon-Zürich: Aus der trefflichen Darstellung der beiden Herren Referenten des Vortages, aus den Voten der beiden Vorredner haben Sie jedenfalls alle die eine Überzeugung gewonnen: Die Tage, da die Konjunkturproblematik nur ein kleines Häuflein Fachleute aufregte, sind endgültig gezählt. Das Häuflein grundsätzlicher Opponenten gegen *jede Art* systematischer Konjunkturpolitik und *jede Art* systematischer Konjunkturbeobachtung ist heute wohl noch kleiner, als dazumal jenes der Interessenten. Nicht mehr um das «ob», sondern um das «wie» und das «wie weit» wogt der Kampf. Erste Körperschaften fangen auch bei uns in Europa an, diese Probleme in gemeinsamen Beratungen aufzugreifen; ein prominenter Kreis nach dem andern tritt aus seiner Reserve heraus.

Diese zum Teil in die Breite, zum Teil in die Tiefe gehende Behandlung hat vor allem deshalb ihr Gutes, weil sie voraussichtlich geeignet ist, überschwengliche Hoffnungen mehr oder weniger sanft zu *dämpfen*. Dies betrachte ich — und da stehe ich zunächst mit Prof. Saitzew auf *einer* Plattform — entschieden als *Fortschritt*. Denn es scheint sich hier wirklich etwas Merkwürdiges anzubahnen: War früher «vornehme Zurückhaltung» oder noch vornehmere Ironie nur allzuoft die Losung, so sind heute die Forderungen, die man an die Konjunkturforschung und Konjunkturpolitik selbst in ernst zu nehmenden Kreisen stellt, nahezu unbegrenzt. Und es finden sich leider immer mehr «Konjunkturfachleute», die den Massen das Blaue vom Himmel zu versprechen bereit sind, nach deren Aussage

die ganze Konjunktur, sobald man nur *ihren* Rezepten folgt, wie eine Puppe an den willkürlich hin- und hergezogenen Drähten ihres Herrn und Gebieters tanzen wird. Kein Wunder, dass von allen Seiten nicht etwa nur der Ruf nach systematischer Konjunkturbeobachtung und offener Konjunkturpolitik ertönt, sondern, dass man noch viel mehr und ganz anderes will: Ganz einfach das Serum gegen alle oder doch die meisten Krisen, hergestellt im wissenschaftlichen Laboratorium des Konjunkturforschers, schmerzlos verabreicht durch die Hand der dazu ausersehenen Wirtschaftsärzte...

Bei uns in der etwas konservativ angehauchten Schweiz tritt ja diese Hemmungslosigkeit, wenn man von einzelnen radikalen Richtungen absieht, noch weniger zutage. Aber auch in diesem Problem wird die Schweiz früher oder später den Strömungen der übrigen Weltwirtschaft nachgeben oder sich mit ihnen Punkt für Punkt auseinandersetzen müssen. *Und da ist es mit blossem Skeptizismus, mit reiner Ablehnung ebenso wenig getan, wie mit allzuviel blindem Glauben.* Es ist immer noch eine alte Wahrheit, dass man *bis zum letzten Grade des Möglichen* positiv, bejahend, aufbauend sein muss, um zerstörende «jusqu'au bout»-Experimente zu verhindern. Nichts reizt so sehr zum Beweise des Gegenteils, als das messerscharfe «Nein» — selbst wenn der Beweisversuch der Volkswirtschaft den Kragen kosten sollte. Diese prinzipielle Vorbemerkung sei erlaubt, sowohl gegenüber der glänzenden, aber, wie mir scheint doch allzu restlos vernichtenden Abfuhr, die Prof. Saitzew den konjunkturpolitischen Schwärmern erteilt, als auch gegenüber der vielleicht übergrossen Portion Skepsis, die sowohl er als auch Herr Schneebeli vor der Konjunkturforschung bekundet haben.

Und nun in medias res (wobei ich allerdings nur den Rand der vielen, von den Referenten aufgeworfenen Probleme streifen kann): Brauchen wir in der Schweiz eine neue *Konjunkturpolitik* — ich glaube, dieses Problem voranstellen zu müssen —, und wenn ja, was für eine? Brauchen wir ferner einen *Ausbau der Konjunkturforschung*, und wenn ja, welchen?

## I.

Konjunkturpolitik kann, ungeachtet welche Konjunkturtheorie man sich zu eigen macht, nichts anderes heissen als *zielbewusste Politik der Abflachung der Wellenberge und Wellentäler der Konjunktur*, im Gegensatz zur naiven Hoffnung mancher Leute, dass man mit einer neuen Konjunkturpolitik einen ewigen Sommer lachender Hochkonjunkturen hervorzuzaubern imstande sei. Die Extremisten freilich wünschen nicht nur keine hohen, sondern *überhaupt keine* Wellenberge und -täler in der Konjunkturbewegung; das schöne Wort «konjunkturlose Wirtschaft» ward in einer dunkeln Stunde geboren...

Es ist hier nicht der Ort, die immerhin auf nicht wenige Gehirne ausgebreitete Wahnidee der von Konjunkturschwankungen *radikal* gesäuberten Wirtschaft zu bekämpfen. Für mein Empfinden genügt es, zu sagen, dass — ganz abgesehen von der Unmöglichkeit seiner Verwirklichung — noch kaum je ein naturwidrigerer, ja lebensfeindlicherer Gedanke von Wirtschaftsreformern ausgeheckt wurde, als diese Forderung der ewigen Erstarrung, ob sie sich zunächst auf den Preisdurchschnitt beschränkt oder den ganzen Wirtschaftskomplex — von Wirtschafts-

leben wird man dann kaum mehr sprechen dürfen — zu ergreifen droht. Man würde ja da den «exogenen» Störungen direkt dankbar sein müssen, dass sie als reinigende Gewitter in diese künstliche Öde dreinfahren... Und wiederum: Nur durch entschiedene Bejahung der Notwendigkeit und der Möglichkeit, die *schärfsten Auswüchse* der Konjunkturbewegung nach unten wie nach oben abzuknicken, nur durch diese positive Einstellung dem Erreichbaren gegenüber wahren wir uns das Recht auf glatte Ablehnung aller *masslosen* Experimente.

Und nun die Frage: *wieviel* ist da erreichbar? Prof. Saitzew hat seinem Referat die These vorangestellt: *Keine Konjunkturpolitik ohne Konjunkturprognose und -diagnose, keine Konjunkturprognose und -diagnose ohne Konjunkturtheorie*. Den ersten Teil dieser These können wir gleich als Axiom gelten lassen; mit dem zweiten wird man sich noch bei Betrachtung des Konjunkturforschungsproblems auseinanderzusetzen haben. In der Tat liegt jedem konjunkturpolitischen Eingriff, manchmal allerdings in sehr verschwommener Form, ein — zutreffendes oder falsches — Urteil über die augenblickliche Konstellation und über die Aussichten der Marktlage zugrunde. Ich möchte diese Feststellung sogar auf die Gruppe der sogenannten *repressiven* Massnahmen ausdehnen, obgleich ihnen Prof. Saitzew nachgerühmt hat, dass sie mit reinen Konstatierungen auskommen und also den Vorteil bieten, «prognosenfrei» zu sein. Auch ein repressiver konjunkturpolitischer Eingriff hat seine präventive Seite, nämlich seine Vorgeschichte: wenn z. B. in Deutschland heute eine Politik der Verlegung der Staatsaufträge in Depressionszeiten geplant wird, so heisst das doch nichts anderes, als dass in einer vorausgehenden Hochkonjunktur die Aufträge tunlichst *zurückgehalten* werden sollen — und das letztere beruht wiederum auf Diagnose und Prognose... Wir wollen nun provisorisch, als Hilfskonstruktion, annehmen, dass in diesen und andern Fällen eine richtige Erkenntnis der Lage und ein gewisses Mass der Voraussicht möglich ist. Welches sind dann die *Mittel*, deren sich eine «neuorientierte» schweizerische Konjunkturpolitik bedienen könnte?

Man denkt doch wohl in den breiten Massen in erster Linie an eine «schweizerische» Konjunkturpolitik *via Nationalbank*. Ich kann mich da ganz kurz fassen, da das Referat von Prof. Saitzew die engen Wirkungsgrenzen einer solchen Konjunkturpolitik der zentralen Notenbank genügend angedeutet hat. Es sei vielleicht nur die Selbstverständlichkeit hinzugefügt, dass eine autonome Konjunkturpolitik der Notenbank ohne internationale Stützen der Schweiz noch viel gründlicher versagt ist, als etwa England oder den Vereinigten Staaten. Und selbst bei Vorliegen einer internationalen Entente der Notenbanken in bezug, sagen wir, auf eine Krediteinschränkung im allgemeinen oder in gewissen Richtungen, ja selbst bei Vorhandensein einer engsten Kooperation der Nationalbank mit den übrigen Kreditinstituten des Landes, sind in der Tat die heftigsten Zweifel daran erlaubt, ob es der Nationalbank gelänge, den Markt ganz in die Hände zu bekommen. Solange es im In- und Ausland querköpfige Einzelkapitalisten und das grosse Sparerpublikum gibt, das in der Hochkonjunktur seine eigenen Ansichten über die richtige Anlage von Kapitalien hat, solange haben auch die jeweiligen Stiefkinder der amtlichen Konjunkturpolitik alle Aussicht auf genügende Kapitalversorgung. Ich möchte z. B. wissen, was die National-

bank ausrichten könnte, wenn sie auserkoren würde, der sogenannten «Überindustrialisierung» der Schweiz zu Leibe zu rücken. . . Allerdings stellen sich die «Nationalbankgläubigen» unter deren konjunkturpolitischen Aufgabe eben viel weniger die beschränkende als die *ausdehnende*, stimulierende Beeinflussung, klipp und klar: die inflatorische Wirkung vor, die freilich leichter zu erreichen ist. Dies aber allein, ohne das Gegenstück einer ebenso wirkungsvollen *hemmenden* Kraft am Rande der Hochkonjunktur, hat nichts mit echter Konjunkturpolitik zu tun, die immer eine Politik *nach zwei Seiten* ist.

Was meines Erachtens der Nationalbank an konjunkturpolitischen Aufgaben verbleibt, ist nichts durchaus Neues. Die ihr freundlichst angetragene Rolle als Oberzensurbehörde oder Schutzengel der Konjunktur darf sie ruhig ablehnen, ohne deshalb auf die Mischung selbständiger konjunkturpolitischer Erwägungen mit reinen Anpassungsmomenten bei ihren Entscheidungen über Diskont usw. ganz zu verzichten. Neu ist allenfalls zu nennen die von der Notenbank heute mit Recht geforderte vermehrte Beteiligung an der Aufklärungsarbeit im Konjunkturproblem. Der psychologische Faktor spielt in der Konjunkturentwicklung eine ausserordentliche Rolle. Deshalb ist die — insbesondere vom Federal Reserve Board vertretene — Ansicht kaum übertrieben, dass der Informations- und Publizitätsdienst, den die Notenbank direkt oder indirekt fördert, ihr zuweilen eine grössere Machtfülle verleiht, als die materielle Waffe der Diskont- und Kreditpolitik.

Neben der Notenbank steht der *Staat* — von den Kartellen möchte ich als ziemlich «ungläubiger Thomas» absehen — als Träger einer «neuen» Konjunkturpolitik insofern in Frage, als man auch in der Schweiz geneigt ist, ihm gewisse positive Eingriffe in die Konjunkturgestaltung zuzuweisen. Dass auch die staatliche Arbeitslosenversicherung ein solcher Eingriff zum Zweck des Konjunkturausgleichs wäre, hat der Referent gezeigt. Daneben kommt wohl vor allem in Frage die erörterte Ausgleichspolitik des Staates als *Auftraggeber* an die Wirtschaft. Wenn es sich um reine zeitliche Verlegung von Aufträgen handelt, à la bonheur! Doch auch hier wieder eine Gefahr: die, dass man wohl in Depressionszeiten freigebig vorgeht, aber in Hochkonjunkturzeiten — wo ja auch die Staatseinnahmen wachsen — nicht entsprechend zugeknöpft bleibt. Also wieder wie bei der Notenbank, keine *Ausgleichspolitik*, sondern eine falsche «Konjunkturpolitik der reinen Expansion». Und ausserdem: Wenn nicht von früher zurückgehaltene, sondern ad hoc für nötig befundene Arbeiten in Depressionszeiten vergeben werden, so verdoppelt sich die Gefahr, dass Kapitalien, die im natürlichen Verlauf der Dinge zwar etwas später, aber dafür an richtiger Stelle und unter günstigen Bedingungen eingesetzt worden wären, nun à tout prix rasch, wenn auch unzweckmässig oder unter ungünstigen Bedingungen, gebunden werden. Also ähnliches, wie der grosse Fehler der «produktiven Erwerbslosenfürsorge», die manchmal unproduktiver ist, als die reine Unterstützung. — Endlich erwarten heute auch von einem modernisierten Regime der *Staatssubventionen* wohl nur ganz naive Gemüter eine Überwindung der Konjunkturkrisen. Ich glaube, eine Überschätzung der Aussichten, die uns die staatliche Konjunkturpolitik eröffnet, ist nicht zu befürchten, trotz der Erkenntnis ihres grossen und wachsenden Wertes.

Wenn aber weder Nationalbank noch Staat uns das konjunkturpolitische Heil verheissen, wer ist es denn sonst? Müssen wir dann auf eine systematische Konjunkturpolitik überhaupt verzichten? Ich glaube nicht. Ich glaube, dass der wichtigste, fruchtbarste Inhalt der neuen konjunkturpolitischen Ideen sich nicht im frommen Augenaufschlag zur Nationalbank, zum Staat erschöpft. Er liegt darin, die *Gesamtheit der Wirtschaftler* oder doch ihre Führer in den Bannkreis des neuen konjunkturpolitischen *Wollens und Handelns* zu ziehen. Dieses Wollen und Handeln gilt, wie bereits betont, der *bewussten Preisgabe der Höchstkonjunkturen um der Milderung der Krisen willen*. Freilich: so leicht sich das im Munde des Wissenschaftlers ausspricht, so glatt den meisten auch die Zustimmung von den Lippen geht, so wage ich doch die Behauptung, dass die wenigsten Leute, die es angeht, sich über die Tragweite dieser Zustimmung im klaren sind. Bedeutet sie doch nicht nur für den Unternehmer, sondern auch (was meist übersehen wird) für den *Arbeiter* den bewussten Verzicht auf Ausschöpfung der letzten Möglichkeiten einer Hochkonjunktur, alles um des vorläufig noch etwas nebelhaften Versprechens willen, dass sie dann auch von den Faustschlägen der Krise schwächer getroffen werden. Wenn man weiss, welchen begrifflichen Widerständen die gleichgerichtete Aufforderung der modernen Gesundheitslehre und Nahrungshygiene begegnet: «Hör' auf zu essen, wenn es dir am besten schmeckt!» so gibt man sich keinen Illusionen über die *nächsten* Aussichten der konjunkturpolitischen Aufklärung hin. Und doch ist diese Aufklärung meines Erachtens der einzige gangbare Weg zu einer günstigen Beeinflussung der Konjunkturschwankungen, viel erfolversprechender als irgendein Versuch, das «bessere Wissen» der Fachleute der Wirtschaft ohne ihre Mitarbeit oder gar gegen ihren Willen zu oktroyieren. Erst wenn es gelingt, Millionen Gehirnen die unpopuläre Binsenwahrheit einzuprägen, dass man Unangenehmes — die Krise — nicht vermeiden kann, ohne zugleich auch Angenehmes — die Höchstkonjunktur — zu opfern, erst dann ist die neue Konjunkturpolitik da. Vielleicht hilft uns gerade in der Schweiz der nüchterne Wirtschaftssinn des Schweizers dazu, ihn mit der Zeit für eine solche Ausgleichspolitik praktisch zu gewinnen. Denn eben diese nüchterne Auffassung sagt ihm, dass auf der besten aller Erden nichts, auch nicht die Milderung der Krisen, umsonst zu haben ist.

## II.

Hier, in diesem Zusammenhang, tritt die *Konjunkturforschung und -beobachtung* ihre — vielleicht — historische Sendung an. Prof. Pribram hat der bisherigen Konjunkturforschung und -beobachtung ein (mit gewisser Reserve) gutes Zeugnis ausgestellt; bei Prof. Saitzew ist sie erheblich schlechter weggekommen. Zu beiden Standpunkten einige Bemerkungen, die von der heute nebeneinander üblichen Überschätzung wie Unterschätzung der modernen Konjunkturforschung gleich weit abrücken möchten.

«*Keine Konjunkturdiagnose und -prognose ohne Konjunkturtheorie*» (These Saitzew). Freilich, uns allen wäre eine Konjunkturtheorie lieb, die uns endlich von den Zweifeln erlöst, in die uns die bisherigen — mit Einschluss der vielgepriesenen monetären Krisentheorien — alle stürzen, eine Theorie, die uns ein festes,

sturmsicheres Fundament für die konjunkturpolitischen Diagnosen und Entschlüsse schenkt. Aber ich fürchte, diese Theorie ist noch nicht geboren. Die Theorie der Überkapitalisierung, der Diskrepanz zwischen der Produktion der Produktivgüter und der Konsumgüter, die Prof. Saitzew mit andern vertritt, ist höchstwahrscheinlich, nach seinem eigenen Ausspruch, die richtigste — und doch nicht die richtige... Ich kann auf dieses theoretische Problem nicht näher eingehen, bekenne auch, dass ich mich noch nicht genügend in alle schillernden Möglichkeiten des uns gestern vorgelegten Konjunkturschemas vertieft habe — doch sind mir zwei Schönheitsfehler daran aufgefallen, deren zweiter die Annahme dieser Theorie telle quelle als Grundlage der Konjunkturdiagnose und -prognose stark erschwert. Das eine ist der «exogene» Faktor, der regelmässig nach einer Periode der Depression plötzlich den Aufschwung auslöst. Ich glaube, eine Untersuchung vieler Wirtschaftszyklen wird oft in Verlegenheit sein, diesen *deus ex machina* als vorhanden festzustellen. (Denn vermutlich sind in diesem Stadium der Konjunkturgestaltung «endogene», psychologische Ursachen, vielleicht nur ein gewisser seelischer Umschwung, eine plötzliche Rückkehr des Vertrauens, ein *Gesundungswille* nicht selten für den Beginn des Aufschwunges entscheidend.) Das andere und wichtigere ist die vorausgesetzte Parallelität der aufsteigenden *Preise* mit aufsteigender Geschäftsbewegung, die heute — speziell nach den Erfahrungen von 1925/27 — nicht mehr ohne weiteres als gegeben gelten kann. Wenn jene Konjunkturtheorie zur Grundlage einer Konjunkturdiagnose gemacht würde, so wäre die Preisbewegung ein entscheidendes Symptom, wobei für die Aufschwungszeit sogar so etwas wie ein Korrelationskoeffizient von  $+1$  zwischen Preisen und Aktivität der Wirtschaft angenommen wäre, — eben eine heute nicht mehr aufrechtzuerhaltende Annahme.

Also nochmals, aber diesmal mit einem Fragezeichen dahinter: «Keine Konjunkturdiagnose und -prognose ohne Konjunkturtheorie»? Auf die Gefahr hin, scharf angegriffen zu werden, möchte ich sagen, dies sei glücklicherweise *kein* Axiom, wohl aber die schönste, rundeste Lösung, die ich mir für die Konjunkturforschung denken kann. Wenn ich Prof. Saitzew noch weiter auf das Feld der medizinischen Vergleiche folgen wollte, könnte ich sagen: Es gibt ganz sicher Krankheiten und Leiden, die diagnostiziert, behandelt und sogar *geheilt* werden, obgleich der medizinischen Forschung bis jetzt die Erkenntnis ihrer Entstehungsursachen leider versagt blieb. Und selbst in den schweren Fällen, in denen mangels einer Einsicht in das Werden der Dinge die Therapie versagt, bleibt manchmal noch der heilende, rettende *Schnitt*. Der Arzt sieht die ersten, kaum greifbaren Symptome der Krebskrankheit — er weiss nichts oder fast nichts über ihre Ursachen, ja selbst über ihre Entwicklungsbedingungen. Aber er verzichtet nicht, — er sucht zu retten, er schneidet den gefährlichen Krisenherd heraus, ehe es zu spät wird. Sollte uns die gleiche Diagnose, der gleiche Schnitt *faute de mieux* bei der Bekämpfung des Krebschadens der Krisen: bei dem rein auf Symptome gegründeten Verdacht einer Überspannung der Hochkonjunktur, nicht einst in ferner Zukunft gelingen? Und dann noch eines: Ist nicht oft genug der Erreger einer Krankheit, wie auch sonst grosse Erfindungen, keineswegs im Zuge systematischer, deduktiver Arbeit, sondern im Zuge der

Forschungsarbeit überhaupt, ohne vorgefasste Meinung oder ihr entgegen, so nebenbei, ja: fast durch Zufall gefunden worden?

Ich gebe zu, dass blosse Beobachtung der verschiedensten Symptomreihen und der Versuch, die Verknüpfungen zwischen ihnen rein empirisch mit einem gewissen Quantum «Einfühlung» in den Markt festzustellen, im *strengen* Sinne keine «Forschung» ist — aber ich gebe *nicht* zu, dass diese Methode, zeitlich und räumlich ausgebaut, für eine Konjunkturdiagnose absolut ungenügend ist. Solange wir keine «erhärtete» Konjunkturtheorie besitzen, wird vielmehr auch der tastende Versuch schon wegen der übersichtlichen Materialquellen, die er erschliesst, die Voraussetzungen der Konjunkturdiagnose himmelhoch verbessern gegenüber denen, auf welche die leitenden wie die durchschnittlichen Köpfe unserer Wirtschaft tagtäglich ihre Konjunkturdiagnosen gründen.

Am Anfang der künftigen Leistungen der Konjunkturkunde steht also die richtige Diagnose: Diagnose eines meist sehr verwickelten wirtschaftlichen Momentbildes. Aber gleich hinterher kommt die *Prognose*. Es freut mich, dass Prof. Pribram gleich in der ersten seiner Thesen diesen Tatbestand festhält und Prof. Saitzew die Prognose sogar für möglicher hält als die Diagnose (Leitsatz 2). Es gibt nämlich nicht wenige Leute, die die Notwendigkeit und die Möglichkeit der Konjunkturdiagnose betonen, aber die Stellung jeder Prognose grundsätzlich verwerfen. Man mag sich fragen, was denn ein jeder Mensch in der Diagnose sucht, wenn nicht die Prognose? Es gibt nur einen Weg, die Prognose ganz zu vermeiden, indem man nämlich jede textliche Deutung der Zahlen und Kurven unterlässt; aber damit bringt man entweder die bekannten Zahlenfriedhöfe zuwege, in denen sich wenige Spaziergänger ergehen, oder aber man fördert die gefährliche Sucht der verschiedenen Interessentenkreise und Reformapostel, in die Zahlen gerade das ihnen Beliebige hineinzudeuten und die Welt mit zahllosen Diagnosen und Prognosen samt Heilungsrezepten ureigenster Prägung zu beglücken. Letzteres auch als kritische Anmerkung gegenüber der von einzelnen Seiten geforderten äussersten Enthaltensamkeit des Konjunkturbeobachters, die — wie mir scheint — ebensowenig die glücklichste Lösung ist, wie ihr Gegenteil. Man muss sich freilich im klaren sein, dass auch oder gerade eine richtige Prognose — im Gegensatz zur Wettervoraussage — nicht unbedingt einzutreffen braucht. Denn z. B. die Prognose vor einer Krise hat den Sinn (und Ehrgeiz) einer rechtzeitigen *Warnung*, die, wenn sie beherzigt wird, die Krise eben weitgehend mildert. Nichts liegt dem wirklich modernen Konjunkturbeobachter ferner, als ein mathematischer Determinismus, «auf dessen Sinuskurven wir angeblich als treibende Hobelspäne zu vorbestimmten Schicksalen getrieben werden» (Cassel). Unser Ausgangspunkt ist allerdings das Fortbestehen einer *Wellenbewegung* (entgegen Cassels Zweifeln) auch in den kommenden Jahrzehnten. Gewiss wird die Form dieser Wellen nicht den gleichen Rhythmus und die gleiche Intensität aufweisen, wie die der Vorkriegszeit, — eben deshalb müssen wir sie erst in mühsamer, jahrelanger Arbeit erforschen und gleichzeitig beeinflussen.

*Welches* Schema — aus Theorie oder Symptomatik oder beiden abgeleitet — den Konjunkturbeobachter leiten muss, haben denn auch die beiden Vorträge offen gelassen; auch ich bin überzeugt, dass hier noch lange Zeit ein hohes Mass

individueller Bewegungsfreiheit für jedes Land einfach unvermeidbar ist. Überhaupt ist eine weitgehende Schematisierung möglichst zu vermeiden; ein gut Teil diagnostischen Spürsinn, persönliche Intuition muss das Schema ergänzen und mitunter ersetzen. Speziell die Übernahme etwa des Harvardbarometers *tel quel* in unsere eigene Wirtschaftsbeobachtung scheint mir durchaus abwegig. Jenes beruht, ungeachtet der in der letzten Zeit vorgenommenen Abänderungen, auf der eingewurzelten Grundvorstellung, dass Hochkonjunktur und Preishausse untrennbar verbunden seien, ferner, dass der Aufwärtsbewegung der Spekulationsmärkte unbedingt jene des Warenmarktes nachfolgen muss. Diese Annahmen sind gerade in den Vereinigten Staaten in den letzten Jahren durch die tatsächliche Entwicklung glatt widerlegt worden. Wahrscheinlich wird sich die Konjunkturforschung überhaupt noch zu einer gründlichen Revision ihrer Anschauungen über das Verhältnis von Preisbewegung und Geschäftsaktivität bequemen müssen, wobei besonders das Problem der Mengenkonzunktur und der Preisbaisse als Frucht eines beschleunigten Rationalisierungsprozesses in den Vordergrund kommen werden.

Der Ansicht des ersten Referenten, dass die Konjunkturbeobachtung eventuell alle symptomatischen Reihen zu einem einzigen Ausdruck, dem *Generalindex*, verschmelzen darf, kann ich mit nicht anschliessen. Damit kommen wir nur den unvernünftigen Wünschen des nationalökonomischen Dilettanten entgegen, der alles in einer einfältigen Formel serviert haben möchte. Die Konjunktur, die verwickelte Beziehung aller Märkte untereinander, ist aber nun einmal nicht einfältig, sondern vielfältig und will auch so verstanden sein. Zu unterstützen ist vielmehr die weitere These, dass in erster Linie die Zerlegung des Konjunkturkomplexes *in möglichst zahlreiche Einzelreihen und Untersuchung deren typischen Verhaltens gegeneinander*, insbesondere in den kommenden Jahren, in denen sich die neue Struktur der Weltwirtschaft langsam klarer herauschälen wird, zu empfehlen ist. Mit andern Worten: ein künftiges «Barometer» der Wirtschaft wird ganz sicher viel komplizierter und auch viel weniger «apodiktisch» sein, als etwa das Harvardbarometer der drei Märkte. Möglichst reiche Daten aus der Produktions- und Konsumsphäre gehören heute in jeden ernsthaften Diagnoseversuch.

Auf schweizerische Verhältnisse angewandt: Wenn man einen schweizerischen Konjunkturindex will, so muss man zuvor — darin stimme ich mit Herrn Schneebeli durchaus überein — die Bereitstellung eines *viel grösseren Materials* wollen, als das heute verfügbare. Die Aussenhandelszahlen, Rückgrat unserer Wirtschaftsstatistik, sind zwar ein wichtiger, aber nur *post festum* erlangbarer Gradmesser unserer Konjunktur, der keineswegs die gesamte Wirtschaftssituation erfasst. Das gleiche gilt für die von Dr. Lorenz in den Vordergrund geschobene, freilich sehr erwünschte innere Verkehrsstatistik. Der Index der Grosshandelspreise oder selbst ein Sonderindex der reagiblen Preise kann zum Index der Geschäftstätigkeit aus früher angetönten Gründen bei uns noch viel weniger erkoren werden als anderswo; erst zusammengehalten mit Produktions-, Handelsumsatz-, Transport-, Clearing- und andern Zahlen kann er ausgezeichnete Dienste leisten. In erster Linie brauchen wir einen Ausbau unserer *Produktions- und Produktionsaussichtenstatistik*, deren Armut am besten durch die zwei einzigen Überschriften

des Abschnittes «Produktion» in den Monatsberichten der Nationalbank illustriert wird: a) Stempelungen von Uhrgehäusen; b) Produktionsverhältnisse der Elektrizitätswerke... Schluss! Dass diese Angaben nur zum Teil in absolute Mengenausdrücke zu fassen sind, wie etwa bei den Massenindustrien des Auslandes, liegt auf der Hand. Es wird sich vor allem um die *Relativverschiebungen* im Produktionswert, im Auftragsbestand, in der Lagerhaltung, im Arbeiterstab usw. handeln. Statistiken, zu denen im ganzen Ausland die Wirtschaft in steigendem Masse die Hand bietet, in Erkenntnis des Nutzens, den sie selber daraus zieht.

Weitere, für uns wichtige Symptomreihen zu suchen, insbesondere auch die *Landwirtschaft* in den Kreis der Untersuchung zu ziehen, ist ebenfalls Aufgabe der künftigen schweizerischen Konjunkturforschung. Dabei kann nicht genug Nachdruck auf die von Prof. Pribram erfreulicherweise hervorgehobene Forderung gelegt werden, dass der Einfluss der *ausländischen* Konjunkturen auf unsere eigene genau zu untersuchen ist, ganz einerlei, ob man damit «wirkliche» Konjunkturforschung oder nur Konjunktursymptomatik zu treiben vorgibt. In der Schweiz wird allerdings heute noch gelegentlich die Meinung vertreten, dass wir gerade deshalb keine eigene Konjunkturforschung und -beobachtung brauchen, weil unsere ganze Wirtschaft nur ein kleines Rädchen im Riesenmechanismus der Weltkonjunktur sei. Nun, auf jeden Fall ist unsere Konjunktur wenigstens von jeher ein reichlich kompliziertes Gericht aus den vielen ausländischen und inländischen Ingredienzen gewesen, dessen Zusammensetzung und Zubereitung ein wenig nachzugehen es sich vielleicht verlohnt. Wenn eine Einschränkung am Platze ist, so ist es die, dass unsere Konjunkturbeobachtung noch viel mehr als jede andere immer wieder über die Landesgrenzen hinauszugreifen hat, den Fäden nach, die die Schweiz mit dem Weltmarkt verbinden. Damit ist nicht etwa nur die Binsenwahrheit gemeint, dass wir vom Auslande abhängen, sondern es muss auch der Grad, die Art, die zeitliche Aufeinanderfolge in dieser Abhängigkeit gefunden werden. Ich denke da an das Aufsuchen direkter Zusammenhänge zwischen gewissen Zweigen unserer Volkswirtschaft, so z. B. unserem *Fremdenverkehr* und der Konjunkturgestaltung der verschiedenen Länder, an die Feststellung von Korrelationskoeffizienten, d. h. Ausdrücken für das Mass der Parallelität zwischen etwa der deutschen oder britischen Konjunktur und unserer Reise-saison. Dann erst könnte die Kenntnis ausländischer Konjunkturentwicklungen uns rechtzeitig die Aussichten für die Saison abschätzen und die Anlagetätigkeit im Hotelgewerbe, in den Verkehrsunternehmungen und so fort regulieren lassen. Ich denke ferner an die Anwendung der Korrelationsrechnung auf den Vergleich unserer *Exportkurve* im ganzen und in den einzelnen Zweigen mit den Konjunkturkurven einzelner Absatzmärkte; aber auch an ähnliche Untersuchungen am *Inlandsmarkt* bestimmter Produktionszweige, der ja ebenfalls mittelbar von der Konjunktur und damit dem Expansionsdrang anderer Länder beeinflusst ist. So könnte aus der zweckmässigen Gruppierung und Deutung der ausländischen Konjunkturberichte mit der Zeit direkt eine Art Index unserer Exportaussichten und Importwahrscheinlichkeiten entstehen, weit aufschlussreicher als das verschwommene Bild, das wir uns heute über diese Chancen auch bei eifrigstem Studium der Auslandsmärkte bilden können.

Und nun die Frage: Wer soll bei uns in der Schweiz Träger dieses Ausbaues der Konjunkturforschung und -beobachtung sein? (Von privaten wissenschaftlichen Studien sei hierbei abgesehen.) In der Öffentlichkeit sind zwei abweichende Ansichten zu Worte gekommen: Die eine weist den ganzen Aufgabenkreis dem Volkswirtschaftsdepartement bzw. dem eidgenössischen Arbeitsamt zu. Die andere strebt die Zentralisierung des Informationsdienstes bei der Nationalbank an. Ohne die Vorteile zu verkennen, die jeder dieser Vorschläge bietet, hege ich doch einige Bedenken gegen beide Lösungen (und konstatiere daher mit Genugtuung, dass meine beiden Vorredner sich die betreffenden Vorschläge nicht zu eigen machen). Gegen die vollständige Konzentrierung des konjunkturstatistischen Dienstes bei der Nationalbank bin ich zunächst nur aus der Befürchtung heraus, dass man dann — gemäss der Zurückhaltung und der etwas skeptischen Einstellung gegenüber der Konjunkturforschung, für die Herr Schneebeili eintritt — sich dauernd mit einer gewiss äusserst verdienstlichen Sammlung, Vervollständigung und Veröffentlichung des Rohmaterials in Tabellen- und Graphikenform begnügen wird müssen, ohne auf eine eigentliche Analyse der gesamten Konjunkturlage und -aussichten je hoffen zu können. Die Befürworter eines staatlichen Konjunkturforschungsinstitutes scheinen nun allerdings vor dem Wagnis einer wirklichen Konjunkturdiagnose weniger zurückzuschrecken. Aber hier droht die Gefahr, die fast im gesamten Ausland von einer Verstaatlichung der Konjunkturforschung Abstand nehmen liess: die Gefahr der immerhin möglichen Verquickung, Verkoppelung mit der ganzen Wirtschaftspolitik der amtlichen Stellen. Und der Vorteil der bedeutenden Autorität, den dieses Institut hätte, scheint mir durch die grössern Widerstände, denen es in seiner heiklen Aufgabe in der Wirtschaft begegnen muss, gründlich aufgehoben. Ausserdem ist eine amtliche oder halbamtliche Konjunkturdiagnose — dies gilt auch für eine eventuelle Diagnose der Nationalbank — von einer so schweren Verantwortlichkeit belastet, dass sie beim heutigen unabgeklärten Stand der Konjunkturlehre entweder dauernd den schärfsten Anfeindungen ausgesetzt bliebe, oder aber sich einer Farblosigkeit befleissen müsste, die ihr jedes Interesse nähme.

Glücklicher scheint mir daher eine andere Lösung, nämlich eine *Arbeitsteilung*, ähnlich wie sie beide Erstvotanten anregten, aber in einer schärfer umrissenen, positiveren und weniger weit gespannten Form. Ich glaube, von einer auf ein Dutzend Stellen erstreckten Kooperation kann man sich, selbst bei Aufstellung eines Arbeitsplanes, wohl vieles, aber nicht viel versprechen. Vielmehr denke ich an eine Arbeitsteilung zwischen drei Instanzen, von denen zwei — das Arbeitsamt und die Nationalbank — arbeitsteilig den zunächst möglichen und wünschbaren Ausbau des konjunkturstatistischen Materials, jedes nach den ihm naheliegenden Richtungen, übernehmen (also Nationalbank: Kapital-, Geld-, Spekulationsmärkte; Arbeitsamt: Produktions-, Handels-, Verbrauchs-, Preissphäre), während ein drittes Glied, ein zu schaffendes unabhängiges Institut für Konjunkturforschung, die Analyse des verfügbaren Gesamtmaterials, die mit einer eventuellen spätern Ausarbeitung eines eigentlichen Konjunkturindex zusammenhängenden Arbeiten und schliesslich auch konjunkturdiagnostische Versuche zur Aufgabe erhält. Die Unabhängigkeit ist zu gewährleisten

dadurch, dass das Institut *aus der Wirtschaft selbst* heraus geschaffen und gestützt wird. Dies sollte bei uns, sobald die psychologischen Grundlagen da sind, doch nicht weniger möglich sein, als etwa in Frankfurt oder in Österreich, wo sich im vergangenen Jahre unter Mitwirkung der Handels-, Gewerbe- und Industriekammern, der Kammer für Arbeiter und Angestellte, der Nationalbank, der Bundesbahnen, der Verbände der Banken, der Industrie und des Handels sowie der Wiener Börse ein Verein für das Österreichische Institut für Konjunkturforschung gebildet hat, in dessen Vorstand ein Wirtschaftsleiter, wie der gewesene Nationalbankpräsident Reisch, ein Wissenschaftler vom Range Ludwig Mises' sitzen. Der Verein erhält das in bescheidenem Rahmen gehaltene Institut durch Bezug seiner Publikationen und durch unmittelbare Beiträge der Wirtschaft. Bei dieser Gelegenheit möchte ich gegenüber Herrn Schneebeli feststellen, dass auch im Ausland die grossen Unternehmungen, Banken usw. grossangelegte Informationsbureaux besitzen, gerade wie bei uns, und dass trotzdem das Bedürfnis und das Interesse für eigentliche zentrale Konjunkturforschungsstellen überall — und zwar gerade dort am meisten, wo die Wirtschaftsinformation ohnedies relativ am besten ist — zum Durchbruch gekommen ist. Lässt sich ein ähnliches Interesse in unserer Wirtschaft vorderhand *nicht* feststellen, so möchte ich behaupten, dass in diesem Falle auch ein staatliches Konjunkturforschungsinstitut vorläufig keine Existenzberechtigung hat.

Unter voller privater Verantwortlichkeit und des Nimbus jeglicher Autorität erangelnd, ausser jener, die ihm eine Bewährung seiner wirtschaftlichen Untersuchungen und später Diagnosen oder Prognosen eventuell verleihen wird, sollte auch ein Schweizerinstitut, neben privaten Arbeiten, neben dem Konjunkturbeobachterdienst der Presse den vorderhand heikelsten Teil der Konjunkturforschung und Konjunkturpublizität auf sich nehmen. Ausnahmsweise einmal sehe ich in diesem Fall in der Koordinierung der statistischen Arbeit, unter Beseitigung der Doppelspurigkeiten durch vernünftige Arbeitsteilung, ein rationelleres Vorgehen, als in einfacher Konzentration, die — wie die Dinge heute liegen — an keiner Stelle eine vollkommen befriedigende Lösung des Konjunkturforschungsproblems bietet.

Zum Schlusse noch eines: Es gibt eine wichtigste, unumgänglichste Voraussetzung dafür, dass die Konjunkturforschung und -beobachtung einmal — wenn auch vielleicht erst in ferner Zukunft — das wird, wozu sie ausersehen ist: Dienst an der Volkswirtschaft. Diese Voraussetzung, bei uns in der Schweiz mehr als anderswo vermisst und erwünscht, ist — um wieder einmal (aber ein letztes Mal. . .) ein Vergleichsbild aus der Medizin heranzuziehen — dass es auch bei uns immer weniger «Konjunktur-Hypochonder» gebe, Patienten, die sich schämen, gesund zu sein, oder fürchten, als gesund zu gelten. In dieser Beziehung ist wohl sogar das entgegengesetzte Extrem vorzuziehen, wie es in Amerika gang und gäbe ist, wo die Masse der Unternehmer mit einem wahrhaft Couéschen Enthusiasmus an der Fiktion ewiger Hochkonjunktur festzuhalten gewillt ist — es geht uns jeden Tag besser und besser. . . — und am liebsten jedem, der die Konjunktur ungünstig beurteilt, an den Kragen möchte. Das ist nun bei uns nicht zu befürchten, eher

das Gegenteil... Aber soll jene von Grund aus verkehrte Einstellung auf den Pessimismus à tout prix, wie auch die sie notwendig begleitende Geheimniskrämerei in der Geschäftswelt verschwinden, so muss auch noch etwas anderes verschwinden, nämlich die ebenso verkehrte Ansicht mancher Schichten oder ihrer Führer, sagen wir gerade heraus: *Arbeiterführer*, dass eine gute Gewinnskonjunktur der Wirtschaft etwas blamables sei — und im übrigen *nur* dazu da, möglichst rasch und gründlich geschröpft zu werden. Nicht dass ich das gute Recht der Arbeiterschaft auf Sicherung eines angemessenen Anteils an wirtschaftlichen Prosperitätswellen auch nur antasten wollte. Aber sie, die in erster Linie Nutzniesserin der durch Konjunkturbeobachtung vielleicht ermöglichten Krisenmilderung wäre, sollte sich hüten, dieses Instrument zu einem *blossen* Richtungsanzeiger für Lohnforderungen zu degradieren, denn damit verschüttet sie die Quellen, auf die die Konjunkturforschung angewiesen ist: die freiwillige Mitarbeit der gesamten Wirtschaft. Etwas mehr *Partnergefühl* hüben und drüben täte nicht nur unserer jungen Konjunkturforschung, sondern auch unserer alten Wirtschaft gut; Partnergefühl im gemeinsamen Kampf gegen die Krisen, im gemeinsamen Ringen um die Lockerung des allzu harten Griffes, mit dem eine noch unbekannte — aber hoffentlich bald entschleierte — «Göttin» der Konjunktur uns von Zeit zu Zeit die Kehle zudrückt.

Alle drei Voten werden bestens verdankt. Da es 12 Uhr geworden, wird die Redezeit auf 4 Minuten eingeschränkt.

Dr. *Max Weber*, Sekretär des schweizerischen Gewerkschaftsbundes, Bern: Es ist kein Zufall, dass bei diesen Vorträgen und Diskussionen Ausdrücke aus der medizinischen Wissenschaft entliehen werden. Wir haben das Empfinden, dass es sich hier um eine soziale Krankheit handle, aus der allerdings nach Ansicht verschiedener Redner auch positive Tendenzen entspringen können; allerdings waren es nur leise Anspielungen, und das ist erfreulich. Am meisten leidet unter den Krisen die Arbeiterschaft, nicht nur unter der Krise, sondern auch bei Sanierungen. Ein Beispiel: Man spricht häufig von den grossen ökonomischen Schäden infolge von Streiks (1924 2 Millionen Franken Lohnverlust), aber die infolge Krisen verlorenen Lohnsummen sind viel grösser (1921—1924 zirka 171 Millionen Franken jährlich!). Es ist daher verständlich, dass die Arbeiterschaft das allergrösste Interesse an Konjunkturforschung und -politik hat; sie kann nicht warten, bis eine allgemein anerkannte Konjunkturtheorie aufgestellt ist. Die Wissenschaftler werden sich übrigens kaum je einigen können, weil gewisse gesuchte Regelmässigkeiten wohl gar nicht bestehen. Sie können höchstens Tendenzen feststellen. Aus solchen Erwägungen heraus treibt die Arbeiterschaft daran, die Sache zu studieren und eine Konjunkturforschungsstelle zu schaffen. Sie findet aber, leider, Widerstand bei den Unternehmern, selbst bei der Aufmachung einer Produktionsstatistik.

Der von Prof. Saitzew vertretenen Konjunkturpolitik kann man im ganzen beistimmen. Grosses Gewicht sei auf die Frage der Arbeitsverteilung durch öffentliche Körperschaften zu legen. Man kann durch solche Verlegungen vielleicht einige Prozente der 8—12 % Verluste, die die Krisen bringen, decken. Die

Schwierigkeiten der Fragen der Kredit- und Währungspolitik hat Prof. Saitzew angedeutet. Er hat hier Recht. Es ist aber noch auf weitere Schwierigkeiten hinzuweisen: eine erfolgreiche Politik muss zu einer qualitativen Kreditpolitik werden. Die Konjunkturpolitik muss nicht allgemein, sondern für gewisse Wirtschaftszweige die Kredite einschränken oder ausdehnen. Damit kommen wir aber zu etwas der heutigen Wirtschaft Entgegengesetztem (Schumpeter, Spiethoff, Keynes weisen darauf hin): es ist die Tendenz des Sozialismus, der Planwirtschaft, und das ist der Kern der ganzen Frage. Prof. Saitzew hat es unterlassen, unter den wichtigen Faktoren die private Verfügungsgewalt über das Kapital anzuführen. (*Saitzew*: habe ich gesagt!) Jedenfalls wird bei der Konjunkturpolitik hierauf das Hauptgewicht gelegt werden müssen. Später wird man vielleicht einmal fragen: War es möglich, dass man im Zeitalter der technischen Höchstleistungen die einfachsten wirtschaftlichen Beziehungen zwischen Menschen und Menschengruppen nicht so hat regeln können, dass die zur Verfügung stehenden Güter auch für die Gesamtheit nutzbar gemacht werden konnten?

*Präsident Rappard*: Er habe Herrn Dr. M. Weber als Vertreter der Arbeiterschaft länger sprechen lassen; wir seien da, um uns verstehen zu lernen.

*Prof. Dr. E. Grossmann, Zürich*: Über das Problem der Konjunkturforschung ist eingehend gesprochen worden, und die drei ersten Votanten haben das Problem stark gefördert. Aber das Problem der Konjunkturpolitik ist — vom Votum Dr. Webers abgesehen — zu kurz gekommen. Im Ziele geht keiner mit dem, was Prof. Saitzew und Frau Dr. Gasser ausgeführt haben, einig. Er möchte dies unterstreichen, weil Dr. Lorenz gemeint hat, man sollte das Wirtschaftsleben stabilisieren. Hinsichtlich der konjunkturpolitischen Mittel hat Prof. Saitzew einem Pessimismus Ausdruck gegeben, der auch den Präsidenten überrascht hat. Redner denkt in einzelnen Punkten optimistischer. Zur Frage der Kartelle: Prof. Saitzew hat bewiesen, dass Kartelle in der Zeit der Hochkonjunktur nichts taugen. Wie verhalten sie sich aber in der Baisse? (*Saitzew*: Das habe ich in des Auditoriums Interesse gestrichen.) Hier liegt ihre Bedeutung. Kartelle sind oft ein Kind der Not, und viele sind in Depressionszeiten gegründet worden, wenn die Konkurrenz anormale Dimensionen annahm. Dann sind die Produktionskontingentierungen und Preisvereinbarungen erfolgt, um die Krise abzuschwächen. Hier müssen wir optimistischer denken. Dann die Banken: Gewiss sind sie keine gemeinnützigen Unternehmungen, sondern Erwerbsinstitute, aber gerade deshalb sollten sie auf die Konjunkturforschung eintreten, um von sich selbst Schaden abzuwenden. In der Tat nimmt eine gut geleitete Bank Kreditrestriktionen vor und wird vorsichtig, wenn Anzeichen dafür vorliegen, dass man einer Krise entgegengeht. Dabei ist den Banken freilich mit eingehenden Informationen über die Geschäftslage in den einzelnen Branchen mehr gedient, als mit allerlei Indizes, die doch nur abstrakte Durchschnittsergebnisse darstellen.

*Dr. J. Wyler, Bern*: Die Referenten und Votanten haben gerade, weil sie den Gegenstand der Tagung erschöpfend behandelt haben, die Kritik angeregt. Auf die vielen umstrittenen Konjunkturtheorien möchte ich nicht eintreten, sondern nur darauf hinweisen, dass jede Konjunkturpolitik bewusst oder unbewusst eine

solche Theorie voraussetzt. Schon die Frage, ob die Beeinflussung der Konjunktur wünschenswert oder nicht, lässt sich nur auf Grund einer Theorie beantworten, und diese bedeutet nichts anderes als eine grosse Schau der wirtschaftlichen Zusammenhänge. Eine Prognose der Konjunktur kann, falls sie überhaupt möglich ist, sich nur auf eine einzelne Konjunktur besonderer Wirtschaftszweige beziehen. Deshalb gibt es — und das ist das statistische Gegenbild dieser Tatsache — auch nicht einen Generalwirtschaftsindex, sondern nur eine mehr oder weniger systematische Zusammenfassung von Einzelindizes. Diese Systematik kann allerdings noch feiner werden.

Die Konjunktur ist nicht nur ein quantitatives Gebilde, sondern hat auch Qualitäten: die bekannten Wirtschaftskurven unterscheiden sich nicht nur durch ihren Verlauf, sondern sind sozusagen verschiedenfarbig. Diese verschiedenen Arten von — geometrisch gesehen — gleichen Konjunkturphasen sind in der sozialen und wirtschaftlichen Struktur der verschiedenen Volkswirtschaften begründet. Diese Tatsache hat eine Bedeutung für die Konjunkturpolitik, welche eine Konjunkturperiode nicht ändern, aber vielleicht in eine sozial angenehmere Art verwandeln kann.

Doch blicken wir von dieser Konjunktur auf die Konjunktur der Konjunkturforschung! Denn auch diese Geschichte der Wissenschaft hat ihre Phasen. Die exakte Konjunkturforschung hat mit einer gewissen Mythologie begonnen; man wollte Generalindexziffern, welche die « Quintessenz » aller wirtschaftlichen « Kräfte » wiedergeben sollten. Auf diesen ersten Versuch eines Neumann-Spallart, Jevons usw. folgen die Arbeiten der Amerikaner, die von der Devise: « savoir, c'est prévoir » geleitet, in kindlicher Weise glaubten, mit Hilfe eines riesigen Materials und raffinierter Korrelationsberechnungen den Konjunkturverlauf voraussagen zu können. Diesem Zeitalter des naiven Realismus folgt nun das Stadium der kritischen Resignation, in dem wir jetzt stehen: der « Generalindex » zersplittert sich in zahlreiche Reihen für Einzelkonjunkturen; die auf praktische Prognose gerichtete Arbeit der Konjunkturbeobachtung macht der empirischen und theoretischen Vertiefung in die Konjunktur Platz. So ist es noch immer mit den wirtschaftlichen Theorien gegangen; sie haben als Diener für praktische Ziele begonnen und sind dann Selbstzweck geworden. Auch in der Geschichte der Theorie gilt der Satz, der das Wesen der sogenannten « Konjunktur » am besten bezeichnet: « Du glaubst zu schieben, und du wirst geschoben ».

Dr. W. Wegelin, St. Gallen, hätte gestern lieber mehr Konjunkturpolitik und weniger Theorie gehört und möchte dem Axiom widersprechen: keine Konjunkturpolitik ohne Konjunkturtheorie. Man hat sich ja über die Theorie bisher nicht geeinigt und trotzdem Konjunkturpolitik getrieben, mit gutem Erfolg, zum Teil unbewusst; und auf solche Konjunkturpolitik ist jedenfalls grossenteils die Veränderung im Konjunkturverlauf zurückzuführen, wie Herr Prof. Pribram in seinem Vortrage hervorgehoben hat. Prof. Saitzew ist zu skeptisch. Er hat die Kartelle genannt; neben ihnen sind aber die Fusionen der grossen Unternehmungen hervorzuheben, und diese treiben bewusst Konjunkturpolitik. Montecatini z. B. betont dies. In der letzten Depression sind ganze Betriebe geschlossen und

dafür neue Produktionsgebiete gepflegt worden, ohne Arbeiterentlassungen. Dann zur Kreditpolitik der Banken. Natürlich kann man hier skeptisch sein; doch wird auch da viel unbewusste Konjunkturpolitik getrieben. Die Zentralisierung des Notenbankenwesens wirkt übrigens konjunkturmildernd.

Wenn die Nationalbank nicht so optimistisch eingestellt ist, so beruht dies auf der Tatsache, dass die schweizerische Volkswirtschaft zu stark mit andern Volkswirtschaften verflochten ist, und von der Notenbankpolitik der grossen Staaten ziehen wir Nutzen. Die Rückkehr zur Goldwährung hat die gemeinsame Basis des Goldes gebracht. Da wir von den U. S. A. wirtschaftlich stark abhängen, ist auch der dortige gemässigtere Konjunkturverlauf für uns von Bedeutung.

Prof. *Böhler* ist der Meinung, dass Prof. *Saitzew* nur deshalb zu einer solch pessimistischen Auffassung von den Möglichkeiten der Konjunkturpolitik gekommen ist, weil er nur die rationale Konjunkturbeobachtung im Auge hat, deren Überschätzung wir der infantilen Weltanschauung des Amerikaners verdanken. Damit sind nicht die statistischen Methoden als solche gemeint, sondern ihre mechanistische Ausdeutung, deren Grenzen in der Tat sehr eng gesteckt werden müssen. Glücklicherweise gibt es aber noch eine andere Form der Konjunkturbeobachtung, die nicht so pessimistisch beurteilt zu werden braucht, nämlich die intuitive Einfühlung in die Marktlage, und man hat mit ihrer Hilfe Konjunkturpolitik getrieben, lange bevor man eine Konjunkturtheorie und eine Korrelationsrechnung kannte. Die rationale Konjunkturbeobachtung kann deshalb die intuitive immer nur ergänzen, niemals ersetzen. Vor allem muss man sich hüten, von der Konstruktion von Generalindizes allzuviel zu erwarten. Es wäre deshalb wünschenswert gewesen, wenn diese einer eingehenderen Kritik unterworfen worden wären.

Ferner hat seines Erachtens Prof. *Saitzew* bei der Erklärung des Konjunkturverlaufes dem Wachstum der Nachfrage nach Konsumgütern — abgesehen vom ersten Anstieg — eine zu grosse Bedeutung beigelegt, da die verfügbaren statistischen Daten zeigen, dass Produktion und Preise von Konsumgütern relativ spät auf den Konjunkturverlauf reagieren.

Endlich bedauert der Votant, dass im Hinblick auf die grossen Erwartungen der Stabilisierungspolitiker über die Möglichkeiten und Grenzen der Kreditpolitik nicht ausführlicher gesprochen und dabei die Erfahrungen der Vereinigten Staaten nutzbar gemacht wurden. Wie sehr der Einfluss der Notenbanken überschätzt wird, zeigt die Entwicklung des amerikanischen Geldmarktes zwischen Juli 1925 und 1927. In dieser Zeit konnten die Mitgliedbanken des Federal-Reserve-Systems auf Grund einer Goldeinfuhr von 218 Millionen Dollar ihre Kredite um 3 Milliarden Dollar, also weit mehr als das Zehnfache, erweitern, ohne die Notenbank im geringsten in Anspruch nehmen zu müssen, da deren Kredite in der gleichen Zeit nur um 7 Millionen gestiegen, also praktisch gleich geblieben sind, ein Beweis für die weitgehende Unabhängigkeit des Kreditvolumens von der Notenbank. Aber auch qualitativ ist deren Einfluss sehr beschränkt. Sie kann höchstens die Menge des verfügbaren Kredites in bescheidenem Masse vermehren oder vermindern. Aber die Verteilung der Kredite auf die einzelnen Erwerbs-

zweige kann sie nicht bestimmen, da diese von den Privatbanken vorgenommen wird. Deshalb wäre eine so weitgehende Kreditpolitik, wie sie die Anhänger der «konjunkturlosen Wirtschaft» erwarten, nur durch eine Sozialisierung möglich, wobei die Frage offen bleiben muss, ob auch in einer sozialistischen Wirtschaft die Konjunkturschwankungen ganz verschwinden werden.

*Prof. Dr. Pribram*, Genf. Wir könnten eigentlich wieder von vorn anfangen, um den gegenwärtigen Stand des Problems der Konjunkturforschung klarzustellen, doch muss ich mich auf wenige Bemerkungen beschränken.

1. Herr Schneebeli hat gemeint, ich hätte die Pariser Konferenz der Statistiker der Notenbanken optimistisch gedeutet. Ich habe aber darüber kein Urteil gefällt, sondern wollte nur betonen, das die Notenbanken heute deutlich das Bedürfnis empfinden, Konjunkturbeobachtung zu treiben und sich über die Methoden ihrer statistischen Forschung zu verständigen; denn das alte System, das man vor 1914 zur Bestimmung der umlaufenden Notenmenge anwendete, kommt heute für die meisten Notenbanken gar nicht mehr in Betracht.

2. Wie steht das Problem? Wir haben Theorien, von denen keine befriedigt; jedenfalls reichen sie nicht zur Schaffung der Grundlage einer exakten Konjunkturforschung. Das Bedürfnis nach Konjunkturbeobachtung besteht, um die wirtschaftspolitischen Massnahmen darnach orientieren zu können. Jede Wirtschaftspolitik ist von bestimmten Zielen geleitet, und eines dieser Ziele ist die Ausgleichung, die Abflachung der sehr scharfen Ausschläge der Konjunktur, denn von der Herstellung eines konjunkturlosen Zustandes kann keine Rede sein. Der Normalzustand ist ja nicht eine Gleichgewichtslage, sondern besteht in Schwankungen. Will man Wirtschaftspolitik betreiben, so muss man ihr auch die erforderlichen Unterlagen zur Verfügung stellen. Auch die Schweiz müsste dies tun, wie andere Staaten, weil auch sie wirtschaftspolitische Massnahmen nur auf Grund möglichst exakter Beobachtungen wird vornehmen wollen, wobei zu fragen ist, ob diese Massnahmen zu koordinieren sind im Sinne eines bestimmten Zieles. Wir brauchen die Beobachtung, um Schlüsse über den Ablauf des Wirtschaftslebens ziehen zu können; denn wir sind, wie der «Economist» mit Recht bemerkt hat, über die Zeiten hinaus, wo sich das Wirtschaftsleben den Luxus erlauben durfte, mit Irrtümern behaftete Versuche zu machen, die viel kosten, während auf der andern Seite alles im Zeichen der Rationalisierung steht.

3. Welche Träger kommen für ein solches Konjunkturforschungsinstitut in Betracht? Für die Institute in andern Ländern sind schon die Titel charakteristisch. Da haben wir einerseits die Universitätsinstitute: Harvard University, London und Cambridge und das Institut statistique der Pariser Universität, anderseits in Berlin das dem Statistischen Reichsamt angegliederte Institut für Konjunkturforschung, in Wien das Institut für Konjunkturforschung, an dessen Organisation eine Reihe von Korporationen teilnehmen, das aber unter der Leitung von Professoren steht. In der Tschechoslowakei, in Polen und in Ungarn steht die Konjunkturforschung im Dienste der Notenbanken. An Notenbanken angegliederte Institute werden aber in erster Linie den Zwecken der Notenbanken dienen, also vor allem die Währungs- und Geldpolitik ins Auge fassen; Konjunktur-

politik ist aber nicht nur Währungspolitik. Das Schweizer Institut muss daher unabhängig sein von der Notenbank: es könnte entweder einem statistischen Amte angegliedert oder unter die Leitung von Professoren gestellt werden, damit eine möglichst exakte und wissenschaftlich einwandfreie Forschung gesichert sei.

Prof. Dr. *M. Saitzew*-Zürich stellt in seinem Schlusswort einleitend fest, dass die augenblickliche Konjunktur im Versammlungssaal durch eine völlige Sättigung der Nachfrage, jedenfalls durch ein sehr starkes Überangebot, durch eine fehlende Aufnahmefähigkeit des Marktes für eine weitere Produktion charakterisiert sei, so dass er sich, um die Konjunktur nicht noch weiter zu übersteigern, kurz fassen und nur das Allerwesentlichste aus dem in der Diskussion gegen seine Auffassung Vorgebrachten herausgreifen werde. Wenn man ihm vorgeworfen habe, dass er dieses oder jenes übersehen oder nicht näher ausgeführt habe, so müsse er zu seiner Rechtfertigung bemerken, dass er dies im Interesse des Auditoriums getan habe, hätte er doch im anderen Falle noch viel länger sprechen oder eben auf die konjunkturtheoretischen Ausführungen verzichten müssen, was er aber aus den in seinem Vortrag schon hervorgehobenen Gründen nicht für zweckmässig, ja für unzulässig halte. Zumal es ihm in seinem Referat nicht so sehr auf die detaillierte Erörterung der einzelnen konjunkturpolitischen Massnahmen, als eben auf die prinzipielle Behandlung der Konjunkturpolitik als Ganzen, also vor allem auch auf die Behandlung ihrer Voraussetzungen, ihrer Notwendigkeit, ihrer Möglichkeiten und ihrer Grenzen ankam.

Die Notwendigkeit einer theoretischen Fundierung der Konjunkturpolitik und also einer Konjunkturtheorie, einer Erkenntnis der Konjunktur und ihres Wandels, hebt er insbesondere auch gegenüber Dr. Lorenz und Frau Dr. Gasser hervor. Wenn Frau Dr. Gasser meint (und an einer medizinischen Analogie zu beweisen sucht), dass man durch blosses «Forschen», d. h. nach ihrer Auffassung theorieelos, mit rein empirischen, statistischen, auf der Symptomatik beruhenden Methoden, durch blosser Beobachtung der Einzelheiten, positive Erfolge erreichen kann, dann täuscht sie sich. Denn wie will man «forschen»? *Alles* beobachten kann man nicht, und schon um zu wissen, *was* und *wie* man beobachten soll, welche Symptome man herausgreifen soll, muss man im Besitze einer Theorie sein, zunächst freilich nur einer Arbeitshypothese, die durch fortwährende Verifikation nach induktiver Methode, durch planmässige Zusammenarbeit mit der Statistik, zu einer eigentlichen Theorie werden kann; das sind recht elementare, längst abgeklärte Zusammenhänge, Fragen der Methodenverbindung, der gleichzeitigen bzw. wechselnd aufeinanderfolgenden Anwendung der Erkenntnismethoden der Deduktion und der Induktion, auf die hier nicht weiter einzutreten ist. Dass der Referent durchaus nicht den Anspruch darauf erhebt, dass die von ihm vertretene Theorie die einzig richtige ist, hat er schon in seinem Vortrag selbst zum Ausdruck gebracht, als er sie als die in seinen Augen richtigste, nicht schlechthin als die richtige bezeichnete. Gibt es denn überhaupt eine eigentlich «richtige» ökonomische Theorie, d. h. eine wirklich abgeschlossene Theorie, eine Theorie, die für alle Zeiten und unter allen Umständen und bei allen Veränderungen des Objektes, auf die sie sich bezieht, gelten sollte? Das glaubte doch nur jener von Roscher zitierte

Smithverehrer, der da behauptete, Adam Smith habe die ökonomische Theorie nicht nur begründet, sondern auch vollendet! Der Referent betrachtet die von ihm vertretene Konjunkturtheorie zunächst auch als eine Hypothese, freilich als eine Hypothese, deren Richtigkeit durch manche empirische Kontrolle bestätigt worden ist und die deshalb auch schon als Theorie angesprochen werden kann, die aber trotzdem durch zahlreiche und verschiedene feinere Messungen der komplizierten tatsächlichen Verhältnisse und ihrer Veränderungen in der Zeit weiter ausgebaut und vertieft werden müsste, weshalb er stets für die statistisch ausgerüstete Konjunkturbeobachtung und ihre weitere Vertiefung und Verfeinerung eintritt. Was die Auffassung von Dr. Lorenz betrifft, dass die Konjunkturforschung nicht *einer* Theorie, sondern *der* Theorien bedarf, so kann sich der Referent dem nur mit einigen Einschränkungen anschließen. Gewiss soll die statistische Beobachtung nicht von einer einzigen, womöglich ganz ausgefallenen Theorie ausgehen. Auf der anderen Seite kann sie aber schon aus rein technischen Gründen nicht zugleich alle, darunter auch die einander ausschliessenden Theorien zur Basis haben, denn ihre Grundlage muss halbwegs einheitlich sein. Dies lässt sich durch eine zweckmässige Kombination mehrerer Theorien erreichen (etwa so wie es der Referent in der von ihm vertretenen Konjunkturtheorie zu tun versucht).

Zu der Einwendung Prof. Böhlers, er habe die Kreditpolitik, namentlich die Amerikas, zu kurz behandelt, bemerkt der Referent, dass er, wenn er auch ausführlicher darüber gesprochen hätte, zu einem prinzipiell wesentlich anderen Ergebnis nicht gekommen wäre. Prof. Böhler habe ihm übrigens in diesem Punkte durch sein Diskussionsvotum und durch das darin enthaltene Beispiel nur getreulich sekundiert und bei den Hörern den von ihm beim Referenten bemängelten Skeptizismus nur verstärkt, habe er doch selbst gezeigt, wie eng die Grenzen der Kreditpolitik als Konjunkturpolitik gezogen sind.

Zweierlei hat der Referent Prof. Grossmann zu erwidern. Einmal in bezug auf die Kartelle. Formal hat der Votant insoweit recht, als der Referent, um seinen Vortrag nicht noch länger zu gestalten, die Ausführungen über die Kartellpolitik in den Phasen des Niederganges und der Depression tatsächlich ausfallen liess (in dem in diesem Heft abgedruckten Referat sind sie enthalten). Hätte er sie aber auch nicht ausfallen lassen, so wäre er trotzdem zu keinem anderen Ergebnis gelangt; materiell müsse er dem Votanten widersprechen. Denn auch im Niedergang und in der Depression können die Kartelle für die gesamte Volkswirtschaft nicht viel ausrichten: wenn aus den bekannten Gründen bei den Unternehmungen der Produktivgüterindustrien nur wenige Aufträge einlaufen, werden auch die kartellierten Unternehmer die Produktion einschränken müssen; die Folge dessen wird die partielle Stilllegung der Betriebe und also Arbeitslosigkeit, verminderte Kaufkraft und alle übrigen Erscheinungen des Niederganges und der Depression sein; die Kartelle werden nicht viel daran ändern können. Nur die Preise werden sie unter Umständen hoch und jedenfalls höher als bei nichtorganisiertem Angebot halten können. Frage bleibt, ob dies volkswirtschaftlich als ein Vorteil anzusehen sei; man kann darin auch einen Nachteil erblicken, da durch die Hochhaltung der Preise die Neubelebung der Wirtschaft verzögert wird. Keine Frage

ist, dass dieses Hochhalten der Preise keine konjunkturpolitischen Wirkungen im Sinne einer planvollen, auf einen möglichst wellenlosen Konjunkturverlauf gerichteten Wirtschaftspolitik auslösen kann. Gewiss sind viele Kartelle in der Baisse entstanden, gewiss haben sie manches Unternehmen im Niedergang und in der Depression vor dem Zusammenbruch gerettet, gewiss sind sie deshalb mit Recht als «Kinder der Not» und als Retter in der Not bezeichnet worden, aber *welche* Not, *wessen* Not und wessen Rettung sind dabei gemeint? Die Not der Unternehmer können sie wohl partiell mildern, sie können dadurch mittelbar auch der Volkswirtschaft dienen, den Konjunkturablauf können sie aber nicht irgendwie wesentlich beeinflussen; die privatwirtschaftliche Beurteilung der Kartelle deckt sich nicht unbedingt mit der volkswirtschaftlichen. — Die zweite Einwendung Prof. Grossmanns bezog sich auf die Behandlung der Banken durch den Referenten. Der Referent bemerkt hierzu, dass der Votant in ziemlich den gleichen Worten wie der Referent die Möglichkeiten des konjunkturpolitischen Einwirkens der Kreditpolitik der Handelsbanken angedeutet hat. Denn der Referent unterstrich in seinem Vortrag sehr deutlich, dass die Banken in der Hochkonjunktur durch Kreditrestriktion und rechtzeitige Exekution der Spekulation, in der Krise und im Niedergang durch vernünftige Kreditgewährung an Kreditwürdige und in der Depression schliesslich durch Zinsfussenkungen und langfristige Kredite (Arbeitsverschiebung!) manches leisten können. Auch der Referent sieht diese Möglichkeiten, er sieht aber auch die Grenzen dieser Konjunkturpolitik, und zwar einmal in der in der kapitalistischen Wirtschaftsordnung naturnotwendigen Unzulänglichkeit der Kreditpolitik als Konjunkturpolitik zu Beginn des Anstieges, der, wie die Dinge liegen, zwangsläufig zur Hochkonjunktur führt, und sodann darin, dass die Banken den offenen Markt nicht unmittelbar beeinflussen können.

Im weiteren behandelt der Referent die Frage der Konjunkturbeobachtung in der Schweiz, deren Förderung er entschieden befürwortet, und zwar schon deshalb, weil man in der Schweiz in einem sehr ungenügenden Masse über die einheimische Wirtschaft, speziell über die Produktion, informiert ist. Als Beispiel und Beweis führt der Referent an, dass für seine vortreffliche Publikation über die Maschinenindustrie der Welt anlässlich der Genfer Weltwirtschaftskonferenz der Verein Deutscher Maschinenbau-Anstalten (V. D. M. A.) manche wichtige Zahlen über die Schweiz von den schweizerischen Verbänden nicht erhalten konnte, weil eben solche Zahlen nicht vorhanden sind. Mit privaten Enquêtes oder, wie Herr Schneebeli meinte, durch Seminararbeiten und Dissertationen wird man zu diesem Material nicht gelangen. Nur eine besondere Stelle, ein amtliches oder halbamtliches Institut, selbständig organisiert oder an ein bestehendes Amt oder Institut angelehnt — auf Einzelheiten kann hier nicht eingegangen werden —, könnte uns zu diesem Material verhelfen. Mit Surrogaten allein könnte man sich kein befriedigendes Bild von den tatsächlichen Verhältnissen machen. Und zu solchen Surrogaten gehört auch die von Dr. Lorenz angekündigte, von der Generaldirektion der Schweizerischen Bundesbahnen in Aussicht gestellte Statistik der Güterbewegung der 277 Waren: gewiss ist sie, in Ermangelung anderer Angaben, zu begrüssen, sie wird uns aber niemals eine eigent-

liche Produktionsstatistik ersetzen können, schon aus dem ersten — nicht einzigen — Grund, weil ein grosser und zudem zunehmender Teil des Güterverkehrs den Eisenbahnen durch das Automobil entzogen wird. Was hat es nun für einen Zweck, nach den exakten Methoden der Korrelationstheorie und bis zur letzten Dezimale ein Material aufzuarbeiten, das in seinen empirisch beobachteten Einzelheiten ungenau ist? So befürwortet denn der Referent den Ausbau der schweizerischen Wirtschaftsstatistik, ohne freilich die Schwierigkeiten, die sich dem auf seiten der Industriellen entgegenrichten dürften, zu übersehen.

In diesem Zusammenhange, in manchem Herrn Schneebeli zustimmend, führt der Referent abschliessend aus, dass man bei der Konjunkturbeobachtung in der Schweiz nicht blind den ausländischen, etwa den amerikanischen oder den deutschen Konjunkturbeobachtungsmethoden folgen dürfe, und dies schon deshalb, weil die schweizerische Volkswirtschaft eine ganz andere und sehr eigenartige Struktur aufweist: kein anderes Land ist in einem solchen Grade mit dem Ausland, mit dem Weltmarkt verbunden wie die Schweiz (ein einziger Blick in die vergleichende Aussenhandelsstatistik genügt zur Gewinnung dieser Erkenntnis); so wird denn auch ihre Konjunktur sehr wesentlich durch die Konjunktur des Auslandes beeinflusst, ja geradezu bestimmt. Die schweizerische Konjunkturbeobachtung dürfte sich deshalb nicht mit der Feststellung der inländischen Wirtschaftsdaten begnügen, sie müsste auch ausländische heranziehen und mitverarbeiten, was gewiss schon rein technisch bedeutende Schwierigkeiten schafft, die man aber in Kauf nehmen muss, wenn man positive Ergebnisse erzielen will. Diese Methoden ausfindig zu machen, sie durch scharfe Beobachtung fortwährend zu verifizieren und zu verfeinern, wäre eine dankbare Aufgabe für eine ins Leben zu rufende besondere Konjunkturbeobachtungsstelle, der es an Arbeit wahrlich nicht fehlen würde.

---

Das Mittagessen in der Zunft zur Meise vereinigte etwa 40 Personen. Prof. *Rappard* dankte den Zürchern, Regierungs- und Stadtrat und Organisationskomitee; Prof. *Schmidt*, St. Gallen und Direktor Dr. *Korrodi*, Präsident der volkswirtschaftlichen Gesellschaft von Zürich, gedachten der Schweizerischen Statistischen Gesellschaft und der Zusammenhänge zwischen ihr und den «Sektionen».

Den Beschluss der Tagung bildete eine interessante im Autocar unternommene Rundfahrt bei den in den letzten 10 Jahren in Zürich entstandenen Wohnkolonien vorbei, von denen einige auch besichtigt werden konnten. Eine vom statistischen Amte der *Stadt Zürich* überreichte Drucksache orientierte über diese Wohnbauten.

---